



## ► Du début du siècle à 1920

### La fédération socialiste au début du siècle

Au début du siècle, grâce au travail incessant de quelques militants, la SFIO remporte quelques beaux succès et assure l'implantation de la gauche dans ce département.

"La Fédération du Finistère, qui a pris en si peu de temps un si rapide développement, est l'une des plus jeunes du parti" précise Compère Morel en introduction de son chapitre consacré à notre département. Brest représente le principal pôle du socialisme dans le Finistère. En 1894, des militants réunis autour d'Albert Wilm commencent à populariser les idées socialistes. A Lambezellec, commune distincte de Brest à l'époque, c'est dès 1884 que le socialiste Gouze est élu conseiller municipal.

C'est parmi les ouvriers de l'arsenal que les socialistes recrutent leurs adhérents (1) et leurs électeurs. Dès 1904, la liste républicaine socialiste est élue à la surprise générale. Cette victoire eut un retentissement énorme dans toute la région. Le citoyen Aubert devint Maire (1).

La réaction de la droite fut terrible et en 1908, la gauche quitte, provisoirement, la mairie.

D'autres groupes socialistes existaient dans le Finistère. A Morlaix une section de P.O.F. (Parti Ouvrier Français) fut créée en 1900. Dirigé par Jules Guesde, le P.O.F. est considéré comme le premier parti de type moderne de France.

A Douarnenez et Quimper aussi existent des groupes. Ensemble ils participent à la Fédération de Bretagne. Ce n'est qu'en novembre 1907, au congrès de Morlaix qu'ils fondent la Fédération du Finistère avec les sections de Kerhuon, Landerneau, Saint Marc et Carhaix. La Fédération compte à sa naissance 250 cotisants.

Jusqu'en 1910, les socialistes finistériens se renforcent. Déjà aux législatives de 1906 deux d'entre eux, Goude à Brest et Yves Le Febvre à Morlaix se sont présentés aux législatives.

En 1908, la Fédération lance un journal, le Cri du Peuple. Cet hebdomadaire remplace l'égalitaire.

En mai 1910, les victoires sont aux rendez-vous. La Fédération présente 5 candidats sur les 11 circonscriptions du département : Goude l'emporte à Brest et devient le 1er député socialiste en Bretagne. En fait, 14 266 électeurs votent pour les candidats socialistes.

En juillet Goude et Masson sont élus conseillers généraux à Brest. Tout naturellement, en 1912, les socialistes remportent les élections municipales et Masson devient maire.

A l'occasion d'une municipale partielle, la liste ouvrière socialiste avait déjà remporté l'élection à Concarneau. Cette victoire est confirmée en 1912.

Lambazellec et Le Guilvinec se dotent également d'équipes municipales socialistes. En outre, à Quimper, Morlaix et Kerhuon de nombreux socialistes participent à des majorités de coalition.

En 1913, la Fédération compte 1 député, 2 conseillers généraux, 2 conseillers d'arrondissement, 4 maires, 8 adjoints et 110 conseillers municipaux.

850 adhérents, répartis dans 32 sections militent dans l'ensemble du département.

Les zones de force sont la région brestoise, la région morlaisienne, Douarnenez, Quimper, le sud du pays bigouden.

C'est donc une fédération jeune mais pleine d'avenir qui accueille le congrès national de la S.F.I.O. en 1913 à Brest.

(1) Il restera célèbre dans l'histoire de la ville en raison de ses actions en faveur des enfants : création de colonies de vacances et de cantines scolaires.

### Le Finistère Politique au début du siècle

En 1913, dans son fameux "tableau politique de la France de l'Ouest" André Siegfried dépeint la réalité politique de notre département. Il en ressort clairement que le Finistère ne constitue aucunement le bloc conservateur que certains imaginent et que l'enracinement de la gauche y est bien solide.

L'unité politique du département du Finistère est factice. A l'analyse des résultats et des comportements électoraux, on peut, assez facilement diviser le Finistère en 4 zones bien typées : le Léon clérical s'oppose aux Monts d'Arrée révolutionnaire et à la Cornouaille républicaine et anticléricale". Et "Brest la rouge" représente un îlot bien à part dans cet ensemble complexe.

### "LE BERCEAU DE LA BRETAGNE REPUBLICAINE"

André Siegfried voit dans la Cornouaille "le berceau de la Bretagne républicaine". Et il explique ce phénomène en avançant deux raisons.



D'une part, la structure sociale. En effet dans le sud Finistère les nobles ont peu d'importance. Ils peuvent être nombreux mais n'ont aucune influence sur la population.

"Dans l'ensemble (...) c'est le paysan qui possède la terre (...). Sur la côte 95 % d'hectares sont cultivés par les propriétaires eux-mêmes ; dans l'arrière pays de Quimper, la proportion ne descend pas au-dessous de 65 %".

Mais cette indépendance économique ne suffit pas à expliquer l'attachement des Cornouaillais à la république. A la différence des léonards, les Cornouaillais sont certes religieux de tempérament mais ne sont pas cléricaux. On tient au culte, à ses rites (...) mais que le curé ne prétende pas régenter politiquement sa commune, il risquerait à ce jeu de perdre son prestige ! (...)."

La Cornouaille tend naturellement vers la république mais l'intérêt matériel lui conseille la modération. Au début du siècle, on

constate donc que les paysans les plus aisés se rapprochent des conservateurs. Mais dans le même temps, les couches sociales moins favorisées augmentent leurs ardeurs démocratiques. "Sous l'influence de Brest et des ports sardiniens, des courants socialistes commencent à fuser dans les campagnes" et André Siegfried cite "les campagnes de Quimper, de Fouesnant, où les journaliers, les ouvriers de ferme ne sont pas loin d'abandonner leurs anciens chefs républicains pour suivre les socialistes". Mais l'ensemble de la Cornouaille ne présente pas les mêmes caractéristiques. Si cela est vrai pour la basse Cornouaille, la région de Châteaulin constitue plutôt une zone tampon avec le Léon, rassemblant les caractéristiques affaiblies des deux régions.

## **LE LEON : TERRE DES PRETRES**

Le Léon s'oppose totalement à la Cornouaille : autant cette dernière s'ouvre aux idées progressistes, autant celui-ci reste hermétiquement clos aux propositions socialistes. Autant les prêtres Cornouillais restent cantonnés dans leur rôle, autant les "recteurs" léonards interviennent dans tous les aspects de la vie politique et sociale.

Economiquement et socialement, le Léon ne se distingue guère de la Cornouaille ; la véritable différence réside dans le respect des léonards vis à vis du clergé : "tous les Bretons sont religieux ; le léonard lui, est clérical".

André Siegfried cite un certain nombre d'exemples qui démontrent la puissance du clergé : "les mariages se font souvent par eux et se feraient difficilement malgré eux (...) l'ingérence ne s'arrête pas là. Etayée par le refus d'absolution, cette arme terrible elle s'étend aux moindres détails de la vie (...). Et ceux qui sont ainsi mis à l'index voient la vie devenir pour eux singulièrement difficile, presque impossible".

Dans le Léon, les prêtres exercent véritablement le pouvoir et on a même pu parler des "circonscriptions ecclésiastique". Il est important de noter que c'est le clergé local qui détient la vraie puissance et non les prélats.

Jusqu'en 1896, ces prêtres choisissaient eux-mêmes leurs représentants au parlement, et leurs choix se portaient sur des prélats comme Mgr Freppel et Mgr D'Hulst.

En 1896, deux tendances apparurent : l'une suivit la politique de Léon XIII de ralliement à la République, l'autre demeure royaliste.

Pour la première fois en Bretagne, catholiques et royalistes présentèrent chacun leur candidat. Après une campagne électorale l'abbé Gayraud l'emporta contre le comte de Blois, candidat de la noblesse.

Dans le Léon, "le parti républicain laïc, non clérical est politiquement inexistant" malgré la proximité de Brest. Mais André Siegfried note des évolutions dans les rangs du clergé : "des tendances démocratiques (...) se font jour chez les jeunes prêtres" note-t-il. Et concernant l'abbé Gayraud, il remarque que "si dans les questions politiques et religieuses, il s'est toujours classé avec la droite pure, ses votes sociaux se sont au contraire parfois inspirés d'un esprit qui n'est pas celui de la conservation sociale ; je note par exemple qu'il a voté l'impôt sur le revenu".

## **LES MONTS D'ARREE : UNE DEMOCRATIE RADICALE**

Plus qu'avec la Cornouaille, le Léon s'oppose totalement aux Monts d'Arrée.

Deux éléments expliquent le caractère révolutionnaire des Monts d'Arrée. Dans cette région, tout d'abord, la petite propriété domine. Les paysans y possèdent un champ, parfois très petit, où ils cultivent le blé et élèvent parfois une vache. Les nobles sont quasiment inexistantes en pleine montagne. "Il s'agit d'une société de paysans égaux entre eux".

Mais contrairement à la Cornouaille et au Léon, la terre des Monts d'Arrée est pauvre et ne peut nourrir tous les habitants. De ce fait de nombreux habitants de cette région doivent s'expatrier. Et c'est ce second phénomène qui explique l'identité politique des Monts d'Arrée : les contacts avec les villes sont importants et les émigrés ramènent avec les idées progressistes.

La noblesse et le clergé ont très peu d'influence sur cette communauté de paysans libres. André Siegfried raconte notamment qu' "au moment de l'application de la loi de séparation, les maires de plusieurs communes refusèrent de louer les presbytères aux curés (...) l'évêque voulut priver ces communes de leurs prêtres. Mais on sembla si bien s'accommoder de ce départ que l'autorité ecclésiastique revint bien vite sur sa décision".

Dans cette région les électeurs donnent des majorités énormes à la gauche : 80 % à Botmeur en 1895 ou même 94,5 % à La Feuillée en 1902.

En 1906 une scission s'opère entre les républicains simplement radicaux et les radicaux socialistes, représentés au Huelgoat par M. Nicol ; dans toute la montagne, la fraction la plus progressiste l'emporte avec 55 % à Botmeur, 72,3 % à La Feuillée et 75,7 % à Scrinac !

Dans le canton du Huelgoat, entre 1877 et 1910, le score de la gauche n'est jamais tombé en dessous de 58 % ; c'est probablement dans cette région qu'on découvre le comportement politique le plus éloigné de l'image ordinaire que la plupart des français se font de la Bretagne.

## **BREST LA ROUGE**

A l'autre bout du département, Brest représente une enclave progressiste, à l'intérieur du Léon. Port de guerre, la cité du Ponant abrite un arsenal depuis Richelieu. Il s'agit au début du siècle de la seule industrie.

A Brest, l'autorité militaire fait face à l'armée des 5 ou 6 000 ouvriers de l'arsenal. Et entre l'aristocratie militaire et la classe ouvrière, la bourgeoisie est quasiment absente de la ville.

Aux élections municipales de 1904 trois listes se présentaient devant les électeurs : la première composée de 36 noms était conservatrice, la seconde composée de 24 noms n'était qu'une dissidence de la première ; en revanche, la troisième, avec 24 également était vraiment originale, constitués en grande partie d'ouvriers et d'employés de l'arsenal ( 13 sur 24) elle s'opposait nettement aux autres listes "bourgeoises".

La surprise fut énorme le soir du premier tour : 3000 voix pour la première liste, 2200 pour la deuxième mais 3600 pour la troisième.

Dans la précipitation, les deux listes "bourgeoises" fusionnaient tandis que la liste d'"action républicaine et sociale" se hâtait de trouver les 12 candidats qui manquaient. Au soir du second tour la gauche l'emportait avec 4800 voix contre 4200 à la droite. "Le drapeau rouge, l'Internationale saluaient cette victoire" note A. Siegfried. Aubert, ouvrier horloger fut élu Maire.

En 1908, la liste "républicaine antisocialiste" emporte les municipales mais aux législatives de 1910, Emile Goude est élu député en en 1912, Hippolyte Masson est élu Maire.

La conquête de l'arsenal de Brest par le socialisme a eu un impact dans l'ensemble de la Bretagne, mais paradoxalement les communes rurales du Léon, voisines de la cité du Ponant sont restées conservatrices.

L'influence est plus perceptible au loin. "Partout où l'élément ouvrier, marin, prolétaire existe, l'action socialiste part de Brest vient le toucher". Ainsi des militants brestois vont à Morlaix, Châteaulin, Huelgoat, Landerneau, Douarnenez ou Audierne pour développer le socialisme".

Après cette présentation de la carte politique au début du siècle deux conclusions s'imposent. D'une part, dès cette période, les réalités politiques du département étaient bien affirmées et si, dans le nord du Finistère la gauche parvient très difficilement à s'implanter ailleurs la SFIO remporte de belles victoires. Par ailleurs, la tradition socialiste remonte, dans bien des régions très loin parfois dès la fin du XIXème. Et si la ville de Brest représente un élément important dans le développement du socialisme, elle ne constitue pas le seul pôle progressiste du Finistère.



### Une fédération particulière

ELECTIONS MUNICIPALES DU 5 MAI 1929  
VILLE DE BREST

**Liste du Parti Socialiste**

GOUDE EMILE, Député.	
NARDON LEON, Maire.	
LE GALL JEAN, Adjoint au Maire.	
MESSAGER GUILLAUME	id.
QUINIOU AUGUSTE,	id.
HERVAGAUT ERNEST,	id.
LE BRUSO HERVE,	id.
GOASDOUE JOSEPH, Conseiller social.	
BONVILLE LEON,	id.
QUERAN GUILLAUME,	id.
GAUTIER MATHURIN,	id.
LE TROQUIER AUGUSTE,	id.
BOQUIN AUGUSTE,	id.
TELLIER-GAMIEL,	id.
CHARLES PIERRE,	id.
METAYER PIERRE,	id.
KERVILLAN OLIVIER,	id.
CROULLEBOIS ALBERT,	id.
DUBOIS J.-EPI,	id.
FLOCH GABRIEL,	id.
MOREAU THOMAS,	id.
LE LAY CORENTIN,	id.
LUCAS MARTIAL,	id.
QUEMENEUR PROSPER,	id.
LAVEUVE ALPHONSE,	id.
BUISSON HENRI, Chef de service du Trésor.	
CHABRE FRANCOIS, Contrôleur aux Câbles.	
DENIS JEAN, Sous-Economiste du Lycée.	
KERVILLA JEAN, Agent Technique.	
L'AZOU PAUL, Cosmiste principal des P. T. T.	
LAUTRIDOU PIERRE, Employé aux Chemins de fer.	
LE CLEACH NICOLAS, petit Commerce.	
LE MEUR JOSEPH, Instituteur au Centre des Mutilés.	
PEHORE JEAN, Cosmiste principal de Marine.	
ROIGNANT JACQUES, Membre Coopérateur.	
STIPON MARCEL, Chef Comptable.	

Dans un article publié le 9 avril 1955, 50 ans après la création officielle de la Section française de l'Internationale Ouvrière SFIO, dans le Breton Socialiste (1), Hippolyte Masson, sénateur à l'époque, explique dans quelles conditions fut créé la SFIO dans le Finistère.

" La fédération socialiste de Bretagne qui précéda l'Unité vit sa naissance dans la Loire Inférieure [ NDLR : la Loire Atlantique aujourd'hui ], département en partie sous le joug de puissants hobereaux.

Charles Brunelière, fondateur du Parti Ouvrier Nantais, créé en 1888, fut en même temps son animateur, ainsi que quelques autres dont Henri Gautier qui, chassé de tous les ateliers, se réfugia à la maison du Peuple dont il fut le meilleur des gérants et des propagandistes.

Ce fut au congrès socialiste régional de Nantes, tenu en 1900, que la fédération de Bretagne se forma en réunissant dès le début 18 groupes et 70 organisations coopératives ou syndicales. Les groupes de Morlaix, de Carhaix, de Rennes et Lorient furent les premiers à envoyer leur adhésion.

"Les autres congrès de la fédération socialiste de Bretagne se tinrent à Morlaix, Rennes, Lorient, Saint-Brieuc, Brest et encore Saint-Brieuc pour le dernier en 1907. La première

manifestation de la fédération socialiste de Bretagne se déroule le 3 avril 1900. Ce jour là, à Brest, Jean Jaurès et Aristide Briand animent " une grande réunion publique et contradictoire " à la salle de Venise devant près de 2000 personnes. Le 5 avril c'est à la salle du commerce, à Morlaix, à l'invitation d'Yves Le Febvre (voir portrait) que les 2 orateurs interviennent.

En novembre 1909, Jean Jaurès revint à Brest et fit un discours dans la même salle devant un public aussi nombreux." La fédération bretonne adhéra au Parti Socialiste Français sans rompre ses relations avec les autres organisations régionales. Elle se déclarait autonome, disait-elle, pour aboutir plus rapidement à l'unité de toutes les forces socialistes françaises, ce qui ne l'empêchera pas d'ailleurs, comme on le verra plus tard de boudier cette unité quand elle se réalisa en 1905. Dans le Finistère, c'est

de Brest que, après quelques tentatives sporadiques, partit le mouvement socialiste entraîné par un petit noyau de militants d'une commune voisine, Lambézellec, qui déjà en 1884 avaient fait élire un des leurs au conseil municipal."

Hippolyte Masson fait ici allusion à Jacques Gouzien, dessinateur puis contremaître à l'arsenal qui fut élu conseiller municipal de Lambézellec le 11 mai 1884 avec 575 voix sur 1150 votants.

En 1904, l'élection dans la grande cité maritime de la liste républicaine socialiste qui passa toute entière eut un retentissement considérable. Présidée par un artisan horloger, Aubert, la municipalité se trouva immédiatement en lutte très âpre et sans ménagement avec les autorités civiles et maritimes. Parmi les sections qui se formèrent après ce succès, citons : Concarneau, Le Huelgoat, Landerneau, Pont l'Abbé, le Relecq Kerhuon, le Guilvinec, Lanmeur, Quimper, Quimperlé et Saint Pol de Léon, en pleine "terre des prêtres". D'autres, comme Carhaix et Morlaix, cités de coopératives, existaient déjà depuis longtemps. Notons également que ce fut au Finistère que revint l'honneur d'envoyer plus tard - en 1910 - à la chambre, le premier député socialiste de Bretagne : Emile Goude, organisateur de grande valeur ( voir encadré ). (...) Telle était la situation (...) avant l'Unité.

Au moment où elle se réalisa, en 1905, au congrès du Globe, où, en compagnie de quelques camarades j'assistais "en observateur", la fédération bretonne, jalouse de son autonomie, tint à la conserver.

Ce ne fut que deux ans plus tard, en juillet 1907, à son congrès de Saint Briec qu'après de longs débats, comprenant qu'il était de son devoir de rejoindre la grande famille socialiste, elle décida de se dissoudre en engageant ses cinq fédérations départementales à donner leur adhésion au parti unifié, ce qu'elles firent immédiatement. Depuis ce moment le socialisme a fait du chemin en pays d'Armor

Dans cette région où naguère, la propagande était si difficile dans ce milieu souvent sous l'emprise d'un clergé belliqueux, très souvent dominé par une féodalité terrienne farouchement conservatrice, l'idée s'est imposée peu à peu : on vient maintenant à nous".

Et Hippolyte Masson conclut son article par une envolée lyrique : " ainsi donc, les anciens ont défriché, ils ont été, ces vétérans, les pionniers qui ont semé le blé rouge. Ceux qui les ont remplacés et qui, comme l'ont été leurs aînés, sont de vaillants soldats du socialisme libérateur, feront demain la moisson. Puisse-t-elle être féconde."

JYC

(1) Cet article était intitulé " Souvenirs d'avant l'Unité "

## ► De 1920 à la guerre

### Le congrès de Tours -1920- La scission et ses conséquences

Pour des raisons faciles à comprendre la guerre avait entraîné une chute des adhérents : de 68 503 au moment du congrès de Brest, ils étaient tombés à moins de 30 000 en 1918. Mais assez rapidement les effectifs gonflent et les structures se remettent à fonctionner. En février 1920 se tiennent le congrès de Strasbourg et le congrès fédéral de Quimper : les effectifs nationaux sont de 133 327 adhérents et les départementaux de 1 500 environ.

Les adhérents finistériens sont amenés à se prononcer à Quimper sur 2 motions en présence : celle de Lorient qui est favorable à l'adhésion à la 3ème internationale, l'internationale communiste créée par Lénine en mars 1919, et celle de P. Faure qui souhaite la reconstruction d'une nouvelle internationale unifiée. Faure l'emporte par 99 mandats contre 93.

Or le congrès national à Strasbourg donne un rapport de forces différent : Faure l'emporte haut la main par 3 031 mandats contre 1 621 à Lorient, et 327 d'une motion se battant pour le maintien à la 2ème internationale. C'est dire que dans la fédération du Finistère la force de ceux que l'on allait appeler "les communistes" est réelle.

Malgré quelques convergences et luttes unitaires pour soutenir par exemple, le maire socialiste de Brest, L. Nardon révoqué le 16 février 1920 pour un an pour avoir interdit une manifestation de l'union nationale des combattants ; les positions vont se cristalliser et se radicaliser : d'un côté les partisans sans

concession à l'adhésion à la 3ème international, de l'autre les partisans de la reconstruction de la 2ème. Masson et Goude acceptaient la 3ème mais sans les 21 conditions draconiennes définies au congrès fédéral du 11 décembre 1920. Ils vont se retrouver minoritaires ; la motion Longuet-P.Faure n'ayant obtenu que 78 mandats contre 196 à la motion Cachin-Frossard ; A Tours le rapport est le suivant : en gros 1/3 pour "garder la vieille maison socialiste" et 2/3 pour le nouveau parti. Les communistes nettement majoritaires dans le département refusent à la minorité des places au comité fédéral Ils ne contrôlent toutefois pas le journal, à la différence de ce qui se passe pour "l'Humanité", "le Cri du peuple" reste, en effet aux mains des socialistes, il était la propriété, non de la fédération, mais de l'imprimerie populaire de Brest dont les socialistes brestoises possédaient la majorité des actions.

Grâce à cet outil, aux sièges électifs (dont Brest), à l'action de Goude et de Masson qui se "partagent" le département et mènent une action propagande, les socialistes non seulement résistent mais regagnent du terrain ; de nouvelles sections sont créées. Avant la scission la SFIO comptait 1500 membres, près de la moitié en fait vont y rester. Au congrès de Morlaix, en novembre 1921, on compte 46 sections et 1 160 ; en 1923 : 1319.

Les conséquences de la scission ont donc été assez rapidement effacées sur le plan qualitatif : elle jouèrent par contre de façon plus durable, sur d'autres plans ; en particulier celui de l'implantation du socialisme dans le département. La SFIO, débordée, concurrencée sur sa gauche offre désormais une image plus modérée, plus acceptable, ceci est de nature à favoriser une meilleure implantation dans certains secteurs jusqu'ici plutôt réticents, les campagnes par exemple. Mais la concurrence communiste joue à plein ; elle se fait surtout sentir dans les communes maritimes du sud (Douarnenez, Le Guilvinec par exemple) : on constate que les communistes s'imposent particulièrement là où, avant la scission, la SFIO l'emportait sur les radicaux ; c'était justement le cas de ces communes maritimes.

Enfin s'affirme l'incontestable prépondérance de la région brestoise sur l'ensemble de la fédération, qui se traduit par exemple par l'installation du Bureau fédéral à Brest.

La situation de la SFIO est donc rétablie, pour l'essentiel en 1924. Mais bientôt les querelles internes, "l'affaire Goude" pour l'essentiel, où il est toujours difficile de démêler la part des individus, des tempéraments et celle des divergences politiques, vont paralyser et affaiblir le parti, surtout dans la région brestoise.



Daniel Cléach

### 1920 : ou l'éclatement de "la vieille maison"

Avec le congrès du globe en 1905 et celui d'Epinais en 1911, le congrès de Tours de 1920 marque une étape capitale dans l'histoire du socialisme français : l'unité acquise de haute lutte 15 ans plus tôt vole en éclat et la SFIO se divise en deux blocs : l'un communiste, l'autre socialiste.

Pacifiste avant la guerre, la SFIO s'est, dès le début des hostilités, ralliée à "l'union sacrée". Alors que la guerre qui ne devait durer que quelques mois se prolonge, avec toujours plus de morts, de blessés, de mutilés, un courant pacifiste se développe au sein de la SFIO. De plus, la révolution russe, à partir d'octobre 1917 fascine de nombreux socialistes, menés par Loriot.

Plusieurs éléments expliquent ce virage à gauche d'une partie grandissante de la SFIO.

Un climat révolutionnaire

D'une part, bien sûr, l'échec de la 2ème internationale qui n'a rien pu faire pour éviter la guerre et qui a "collaboré" avec l'ennemi de classe en participant aux gouvernements d'union nationale.

D'autre part, le résultat des élections législatives de 1919 est catastrophique : alors que la gauche progresse en voix par rapport à 1914, c'est une chambre " bleu horizon" qui sort des urnes. A quoi bon participer au jeu démocratique si la droite sort toute puissante des élections ? Enfin en ce début des années 20, l'espoir est à l'Est. Et Moscou représente un phare pour toute une génération de militants qui ont vu tant de camarades mourir dans les tranchées pendant que d'autres s'enrichissaient dans le commerce des armes. Lénine et la 3eme internationale montrent la voie.

Dernier élément qui contribue à expliquer la passion révolutionnaire d'une partie de la SFIO : en avril 1919, Vilain, l'assassin de Jaurès est acquitté ! C'est dans ce contexte que la SFIO prépare le congrès de Strasbourg. Dans le Finistère, Daniel le Flanchec (1) mène avec Guiban les partisans de l'adhésion à la 3eme internationale. Un article de Le Flanchec, publié dans le Cri du Peuple, journal de la SFIO, le 31 janvier 1920 donne une idée des sentiments de l'époque : " Regardons nos vaillants frères russes qui... ont refoulé de la Baltique au Pacifique une bande d'aventuriers à la solde de la finance mondiale. Du courage et bonne brise". Le 15 février, au congrès fédéral de Quimper, les adhérents sont appelés à choisir entre 2 motions : celle de Lorient, pour la 3eme Internationale et celle de Paul Faure, pour la reconstruction de la 2eme. Face à Guiban et le Flanchec, Goude et Masson défendent le texte de Paul Faure.

Par 99 voix contre 93, le texte favorable à la reconstruction l'emporte à Quimper.

Les 5 délégués du Finistère qui participent au congrès de Strasbourg sont, pour la motion Faure Jean le Treï's, secrétaire fédéral, Goude et Masson et pour la motion Lorient, le Flanchec et Guiban.

Une scission douloureuse

A Strasbourg, les partisans de Moscou recueillent 1621 voix contre 3031 pour les "reconstructeurs" qui manifestent cependant de la sympathie envers la révolution russe. On constate donc que, dans le Finistère, le rapport de force entre la minorité favorable à Lorient et la majorité favorable à Faure est bien plus serré qu'au niveau national.

Mais les partisans de l'adhésion ne s'estiment pas vaincus : ils mènent un intense travail de propagande au sein des sections socialistes. Jean Le Treï's, secrétaire fédéral, finit même par les rejoindre le 8 août. Le congrès de Tours qui doit se réunir à la fin de l'année 1920 tranchera la question de l'adhésion à la 3eme Internationale.

Et dans le Finistère, comme dans le reste du pays, les débats sont houleux et tendus. Au congrès de Brest qui se déroule le 5 décembre 1920 le verdict est sans appel : 178 voix pour la 3eme Internationale et 96 contre. Seul, Fernand le Goïc, maire de Douarnenez tente de concilier les deux clans en proposant des amendements aux deux motions en présence.

A Tours, au congrès qui s'ouvre le 25 décembre, la rupture est consommée : la section française de l'internationale communiste ( PCF ) est créée. On retiendra surtout de ce congrès l'intervention de Léon Blum qui, dès 1920, mettait ses camarades en garde contre les dangers du Léninisme. Surtout, il dénonce les 21 conditions imposées par Moscou, peu compatibles avec la tradition du socialisme démocratique ( voir encadré ). Dans le Finistère, la SFIO comptait environ 1500 adhérents avant 1920. Mais si la scission provoque le départ de 50% des adhérents, les socialistes vont rapidement reconstruire leur parti.

En effet, les cadres et les élus restent à la SFIO. Les militants qui rejoignent le PC sont le plus souvent de jeunes révolutionnaires, inexpérimentés qui auront du mal à accepter la hiérarchie du parti et qui, pour certains rejoindront rapidement la " vieille maison".

Dès 1921, la SFIO compte 1160 adhérents et en 1923 1319.

JYC

(1) voir le livre de Jean Michel le Boulanger " Flanchec ou l'étrange parcours d'un insoumis" éditions mémoires de la ville 1997

## 21 conditions inacceptables

Pour que la SFIO puisse adhérer à la 3ème Internationale, le Komintern avait posé 21 conditions. C'est en particulier sur ce point que Léon Blum s'est exprimé à la tribune du congrès de Tours. Ces conditions ( et bon nombre de ceux qui les ont approuvées en 1920 s'en sont rendu compte par la suite comme Frossard par exemple) étaient en totale contradiction avec la tradition socialiste française.

Ainsi il était par exemple stipulé que " toute organisation qui veut adhérer à la 3ème Internationale communiste doit régulièrement et méthodiquement éloigner de tous les postes plus ou moins responsables du mouvement ouvrier les réformistes et les centristes pour les remplacer par des communistes éprouvés" ( condition 2 )" les partis communistes sont tenus de créer partout un ensemble parallèle d'organisations illégales qui au moment décisif, aideront le parti à remplir ses devoirs vis à vis de la Révolution ( condition 3 ) plus loin ( condition 12 ) il est indiqué que " le parti communiste ne sera en état de remplir son devoir que s'il est organisé de la manière la plus centraliste possible, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire règne en lui".

La plupart des partisans de l'adhésion à la 3ème Internationale n'avaient pas pris toute la mesure de ce que pouvaient signifier ces conditions : ils ont rapidement été obligés de reconnaître que Léon Blum avait raison.

## Le socialisme à la conquête des campagnes

Né essentiellement dans les villes, le mouvement socialiste a difficilement pénétré dans les campagnes. De part et d'autre, la méfiance est de rigueur : méfiance des agriculteurs vis à vis des "partageux" qui veulent "collectiviser les terres", mais méfiance également des socialistes qui considèrent souvent les agriculteurs comme des "Chouans" endoctrinés par les nobles et les prêtres. Tout au long de la première moitié du 20ème siècle, les socialistes vont tenter de faire passer leurs idées dans les campagnes, souvent par obligation mais aussi par conviction. Ainsi, à partir du moment où la SFIO accepte le jeu démocratique, elle doit présenter des candidats partout, y compris dans les circonscriptions les plus rurales.

Une lente évolution

La guerre de 14 et l'Union Sacrée contribuent à rétrécir le fossé entre les socialistes et le monde agricole. Dans les tranchées, les soldats de tout le pays se côtoient : agriculteurs et ouvriers se retrouvent sous le même uniforme et des hommes qui ne se seraient sans doute jamais rencontrés partagent la même vie. La scission de 1920 marque une nouvelle étape : en effet la SFIO se démarque du PC et de sa propagande collectiviste, largement rejetée dans les campagnes. De plus le parti de Léon Blum doit, pour compenser la baisse des effectifs, rechercher des militants dans de nouveaux milieux.

Enfin, la crise des années 30 contribue à ouvrir les yeux de nombreux agriculteurs qui comprennent, qu'ils sont, à l'instar des ouvriers, victimes du système capitaliste qui doit être réformé.

Jean le Roux, né à Ergué Gabéric en 1922 fait partie de cette génération de "paysans socialistes" même si, dans sa famille, les convictions de gauche étaient bien ancrées : son père fut excommunié par le curé d'Ergué Gabéric, pour avoir refusé de transporter gratuitement les pierres nécessaires à la construction de l'école privée des filles. " Il n'était pas de bon ton d'être de gauche dans le milieu paysan" explique Jean Le Roux.

Mais cela ne l'empêche pas, en 1938, sur les conseils d'un de ses professeurs, d'adhérer à la SFIO. Au mois de septembre de cette année, au congrès de Châteaulin, il fait la connaissance de Tanguy Prigent. Député SFIO depuis 1936, celui-ci était à l'époque très impliqué dans le monde agricole : il met en place, avec une poignée de camarades agriculteurs, la "coopérative paysanne" qui tente d'organiser les agriculteurs face à la toute puissance des syndicats de droite.

Le statut du fermage

Mais c'est avec le statut du fermage que Tanguy Prigent s'impose comme une grande figure du monde agricole et contribue à réconcilier la gauche et le monde rural.

Jusqu'à la guerre, les petits agriculteurs, fermiers ou métayers, étaient sous la coupe de leurs propriétaires qui pouvaient tous les ans, à la Saint Michel, renvoyer leurs locataires.

En arrivant au ministère de l'agriculture en 1944, Tanguy Prigent prend l'initiative de créer le "statut du fermage" afin de codifier les relations entre locataires et propriétaires. Il s'agit aussi de permettre la modernisation des campagnes : comment, en effet, les agriculteurs auraient-ils pu investir en ne sachant pas, le sort qui leur serait réservé à la fin du mois de septembre ? Le statut du fermage comporte 10

points essentiels : l'obligation d'un contrat écrit et d'un état des lieux entre le locataire et le propriétaire, une durée minimale de 9 ans pour les baux, l'obligation pour le propriétaire d'assurer les grosses réparations ; l'interdiction de dépasser un loyer maximal fixé par le préfet ; le renouvellement automatique du bail, sauf si le propriétaire ou ses enfants souhaite devenir agriculteur ; l'obligation de donner congé, par huissier, 18 mois à l'avance ; la priorité, pour les locataires en cas de vente et enfin la mise en place de tribunaux paritaires des baux ruraux composés de propriétaires et de locataires. La mise en place de ce statut eut un énorme impact dans les campagnes, et contribua grandement, tout comme la création des foyers ruraux, à réduire le fossé qui existait entre le monde agricole et les socialistes.

### **Première adhésion**

C'est en 1936 que Marie Jacq rencontre des jeunes socialistes. Son principal souvenir du Front Populaire, c'est une grande manifestation dans une des principales avenues du Havre. Mais elle se souvient surtout des gardes mobiles à cheval qui chargeaient les manifestants.

Après de longues discussions, Marie Jacq adhère aux jeunesses socialistes. Elle pense que son père, militant socialiste, sera content et fier. Erreur. Pour lui, " avoir la carte " ne suffit pas. Pour être socialiste, il faut connaître l'histoire du socialisme, les théories et les grandes figures.

Et c'est ainsi que Marie Jacq dut, pendant l'été 36 lire toute une série d'ouvrages théoriques sur le socialisme.

### **► La guerre et la Résistance**

#### **Les socialistes finistériens dans la résistance**

La Bretagne fut une terre de résistance : dès le mois de juin 1940, une grande partie des pêcheurs de l'île de Sein rejoignirent l'Angleterre pour entamer une guerre de plus de 4 ans contre l'occupant. Dans les mouvements de résistance qui se sont mis en place dans notre département, les militants de la SFIO, célèbres ou moins connus, ont joué un rôle actif, parfois de premier plan.

#### **Une région stratégique.**

La Bretagne, compte tenu de sa proximité avec l'Angleterre, constituait une région importante pour les Allemands : elle devait servir de base avancée au début de la guerre pour lancer l'opération Seelöwe d'invasion de la Grande -Bretagne, puis après 1942, pour faire face au débarquement allié, de plus en plus probable.

De plus, le contrôle de l'Atlantique Nord représentait un enjeu majeur : c'est en effet par là que les Américains acheminaient tout le matériel destiné aux anglais. L'amiral Dönitz avait fait de Brest et Lorient les ports d'attache de ses cuirassés et de ses sous-marins qui semaient la terreur dans les convois maritimes américains.

Jusqu'en 1941, la résistance a du mal à s'organiser. Mais très rapidement, la population bretonne dans sa très grande majorité rejette le régime de Vichy, symbolisé dans le Finistère par H. Budes de Guébriant, leader de l'Office Central de Landerneau et Dorgères, chef des chemises vertes.

Tanguy Prigent et quelques camarades de Morlaix(1) tentent dès 1940 de résister, officiellement, à la Révolution Nationale de Vichy.

Dans leur journal, intitulé "le Bulletin", ils appellent les agriculteurs à refuser la société corporatiste des collaborateurs.

#### **La résistance des leaders de la SFIO...**

Le 17 avril 1942, le Bulletin est interdit et le 23 janvier 1943 Tanguy Prigent est révoqué de ses fonctions de maire et de conseiller général. Le journal officiel précise que cette révocation s'explique par le fait que Tanguy Prigent " manifeste de l'hostilité à l'œuvre de rénovation nationale.

"Face au régime de Vichy, il n'est pas possible de s'opposer au grand jour : Tanguy Prigent rentre dans la clandestinité au début de 1943. Il se réfugie (2) à Guingamp chez Yves Avyel, élu SFIO comme lui.

Le futur ministre de l'agriculture organise le réseau Libé Nord. En 1943, ce mouvement mène des opérations de propagande, de noyautage de l'administration et d'aide aux réfractaires du service du travail obligatoire (STO). En effet, le STO est massivement refusé. En janvier 1943, les Allemands exigent que 250 000 travailleurs français aillent travailler en Allemagne : tous les jeunes nés en 1920 ou 1922 doivent, théoriquement, passer 2 ans dans les usines outre Rhin.

Dispensés dans un premier temps, les enfants d'agriculteurs, les inscrits maritimes et les étudiants sursitaires sont, à l'été 43, concernés par le STO. Cette décision jeta des centaines de jeunes dans la clandestinité

.Le 15 mars, des manifestations se déroulent à Brest et Quimper, à l'occasion des premiers départs. Libé Nord, aide et héberge les réfractaires au STO mais organise aussi le noyautage de l'administration : 1 jeune sur 2 ne se fait pas recenser dans le Finistère et il y avait 75 % d'inaptes à Brest et Morlaix ! Le 14 janvier 1944, les bureaux de Quimper du STO ont été mis à sac. Grâce à cette action menée par deux groupes de résistants d'Ergué Gabéric et de Quimper, 44 000 dossiers de jeunes finistériens astreints au travail obligatoire ont été détruits et brûlés dans le four d'une boulangerie à Ergué Gabéric.

### **... et des militants anonymes.**

Mais la résistance n'est pas que le fait de réseaux organisés. Dans tout le Finistère, des centaines de militants de la SFIO, sur leur lieu de travail, contribuent à affaiblir et à désorganiser l'occupation allemande.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, André Moreau, cheminot à Quimper, a participé à de nombreuses actions de sabotages : " Les cheminots étaient très solidaires. Lors des événements de Villeneuve d'Ascq, où des camarades avaient été emprisonnés, nous faisons des souscriptions pour aider les familles du Nord, au nez et à la barbe des Allemands pourtant omniprésents à la gare !" A cause de sa position stratégique, le transport ferroviaire était très important pour les Allemands en Bretagne : pour y acheminer des troupes en cas de débarquement mais aussi pour transporter les matériaux nécessaires à la construction du "Mur de l'Atlantique".

Les Allemands chargeaient le sable de Tréguennec sur des trains en partance pour Brest afin de construire des blockhaus et de renforcer les protections du port. " Ils avaient ouvert une ligne entre Pont L'abbé et Tréguennec" se souvient André Moreau " et construit une gare de croisement à Pont Quéau et Quéménéven." " C'est entre Quimper et Pont Quéau qu'il y avait le plus de sabotages ( vers le pont noir ) Dans notre local nous avions un poste qui nous permettait de recueillir les informations. Dès l'annonce d'un déraillement, nous partions constater les dégâts et bien sûr nous faisons durer les réparations le plus longtemps possible." Francis Mahé, né à Pont Aven en 1914 et décédé le 28 décembre 1999 à Névez fut lui aussi socialiste et résistant.

Menuisier à Névez, il est mobilisé en 1939. Fait prisonnier par les Allemands, il parvient à s'enfuir et entre dans la clandestinité. Il est contacté par les résistants de Bannalec et monte le réseau Vengeance dans sa commune.

En juillet 1944, il échappe de justesse à une rafle : vivant dans une maison à l'entrée du bourg, il parvient à prendre la fuite avant que les Allemands ne fouillent son domicile. Ses camarades furent capturés et fusillés à Kerfany.

Jean Nerriec, né à Trégunc en 1921 a à peine 20 ans quand la guerre éclate. Pour échapper au STO, il obtient une carte de goémonier pour l'hiver et l'été travaille sur un thonier dont le patron est résistant. Ils récupèrent des aviateurs anglais, américains ou canadiens et , au large, les déposent sur des navires qui les ramènent en Angleterre : souvent le thonier fut fouillé par la marine allemande, mais elle ne trouva jamais rien.

Il ne s'agit là que de quelques exemples. Mais dans tout le Finistère, des centaines de socialistes ont, durant la guerre participé aux activités de la Résistance et ainsi contribué à la victoire.

(1) Jean Morvan, Henri Hemery et François Charles (2) Sous le pseudonyme de Jacques le Ru

### **Mitterrand débarque à Guimaec.**

En Février 1944, François Mitterrand, alias Morland, quitte l'Angleterre pour regagner la France. Dans la nuit du 26 au 27 Février, il embarque dans le port de Dartmouth, à bord d'une vedette. Il débarque sur la plage de Beg an fry, dans la commune de Guimaec ( Trégor finistérien ). Louis Joseph Mercier, mareyeur, accueille Morland et deux agents anglais et les conduit dans une maison située au dessus de la falaise. Là, Philomène Merci leur prépare un repas.

Le lendemain matin, Louis Joseph Mercier conduit les trois résistants à Morlaix où ils prennent un train pour Paris.

François Mitterrand n'oubliera jamais cet épisode finistérien et retourna souvent sur les lieux de son débarquement.

### **Tanguy Prigent : leader de Libé Nord**

"Entre les Communistes et nous, il n'y a rien". Cette phrase célèbre d'André Malraux, certains ont voulu l'appliquer à la résistance. Rien n'est plus faux. Dès le début de la guerre, alors même que les communistes se sentaient tenus par le pacte germano-soviétique liant provisoirement Hitler et Staline, les socialistes ont été en pointe dans les mouvements de résistance. Notamment dans le Finistère. Dans notre département, les élections du Front populaire amenèrent à la chambre des députés deux députés socialistes SFIO : Jean Louis Rolland, maire de Landerneau, élu député de Brest, et François Tanguy Prigent, conseiller général de Lanmeur et maire de Saint Jean du doigt, élu député de Morlaix. Le 10 Juillet 1940, nos deux députés firent partie des quatre vingt parlementaires ( sur six cent soixante sept ) qui s'opposèrent à la loi constitutionnelle donnant les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain.

#### **Le Bulletin**

Très rapidement, les socialistes s'investissent dans les mouvements de résistance. Dès novembre 1940, des socialistes créent "Libé Nord" à Paris et publient le journal clandestin "Libération". Mais il faut attendre 1942 pour que ce mouvement s'organise en Bretagne. Il recrutera surtout dans les milieux socialistes et syndicalistes. Plusieurs historiens ont d'ailleurs noté que les zones de résistance actives et précoces correspondaient généralement aux régions où les votes pour la gauche étaient les plus importants.

Mouvement de l'armée, Libé nord menait aussi des actions de propagande. Dans le Finistère, c'est Tanguy Prigent qui coordonnait l'activité civile du mouvement. Avec quelques camarades de la région de Morlaix, ( Jean Morvan, Henri Hemery, François Charles etc...) il milite contre le nouveau régime. La loi du 2 Décembre 1940 met en place la corporation paysanne qui impose l'unité syndicale et l'ingérence de l'Etat dans l'organisation coopérative régionale : les membres des conseils régionaux coopératifs sont nommés par le gouvernement.

Pour combattre la "révolution nationale", Tanguy Prigent et ses amis publie "le Bulletin". (1) Sous couvert de conseils professionnels et agronomiques, ce journal constitue en réalité un outil de lutte contre la politique agraire de Vichy et tente de " développer chez nos camarades paysans la véritable notion de coopération".

Le Bulletin publie des articles très durs contre les nouveaux notables mis en place par Vichy. On peut notamment y lire, sous la plume de Tanguy Prigent : " On voit s'installer partout de gros commerçants et des spéculateurs transformés en bureaucrates (...) personne n'ignore que des gens sont à la tête de deux sortes de marchés : le marché officiel et le marché noir (...)"

#### **Libération nord**

Ces activités de propagande irritent Vichy qui, le 17 Avril 1942 interdit "le Bulletin". La même année, Jean Louis Rolland, maire de Landerneau et résistant est révoqué. Tanguy Prigent maire de Saint Jean du Doigt le sera également le 23 Janvier 1943.

Au sein du réseau Libé Nord, les socialistes vont alors entrer dans la clandestinité. Arrêté par la Gestapo en Janvier 1944, Jean Louis Rolland parvient à s'enfuir malgré une blessure à la tête. Dans la région de Morlaix, les résistants publient "La résistance paysanne" qui prolonge, dans la clandestinité l'action du "Bulletin".

Libé nord mène des actions de noyautage de l'administration et d'aide aux réfractaires du S.T.O. Le 6 Juin 1944, ce mouvement compte 7000 militants dans le Finistère. (2) Outre les deux députés du Front populaire, Hervé Mao, maire SFIO de Châteaulin, Fernand Deuve de Douarnenez ou Thomas Lebranchu appartiennent à Libé nord.

Après le débarquement de Normandie, les résistants de Libé nord participent à des activités militaires pour aider les alliés, dans le nord Finistère en particulier. Le 8 août 1944, 200 F.F.I participent à un parachutage au "grand Kéroec."

Dans le Finistère, comme dans le reste du pays, les socialistes se sont illustrés par leur résistance au régime de Vichy et à l'occupants. C'est par conséquent tout naturellement que le général De Gaulle demande, en 1944, à Tanguy Prigent de participer à son gouvernement.

(1) Le véritable titre de ce journal était : " Bulletin bimensuel de la coopération de défense paysanne de Morlaix et de la Fédération paysanne du Finistère"

(2) A la même date, le Front national ( PC) compte 2500 militants, défense de la France 2000 et Vengeance 800.

## Lucien le Duc : socialiste et résistant

Lucien le Duc, né en 1920 a adhéré pour la première fois à la SFIO en 1937. Originaire de Pont l'Abbé, il a grandi dans une famille de gauche. Il commence à militer aux jeunes socialistes alors qu'il est apprenti au garage Le Bastard de Pont l'Abbé. Il assiste aux congrès fédéraux où il voit les tribuns socialistes de l'époque : Jean-Louis Rolland, Hippolyte Masson et surtout Tanguy Prigent. En 1938, à la fin de son apprentissage, il n'y a pas de travail pour lui chez Le Bastard.

Il quitte Pont l'Abbé et s'installe au Mans où il travaille toujours dans un garage. C'est dans cette ville, à l'occasion d'un congrès fédéral, qu'il verra Léon Blum.

En 1940, il est appelé sous les drapeaux et est affecté à Tours. La débâcle le conduit à Bordeaux.

En 1941, il traverse la ligne de démarcation et revient au Mans où il est embauché chez Renault comme ajusteur. Militant de la SFIO clandestine, il distribue des tracts, sous le manteau, à ses collègues.

Le 10 octobre 1942, il reçoit sa feuille de route pour partir en Allemagne. Il rentre se cacher à Pont l'Abbé et son oncle, commandant de zone, le fait entrer dans les FFI. Il y apporte ses compétences de mécanicien, par exemple pour fabriquer des clefs pour la chapelle de Kroashou où des armes sont stockées derrière l'autel. En août, grâce à la complicité d'un militant SFIO travaillant à la Kommandantur, il parvient à échapper aux Allemands.

À la Libération, il milite dans la section de Pont l'Abbé qui compte entre 70 et 80 adhérents, essentiellement de cheminots.

### ► La SFIO de 1945 à 1969

#### La SFIO après la guerre

Dès le 10 juillet 1940, les députés socialistes du Finistère, Jean-Louis Rolland et Tanguy Prigent choisissent le camp de la Résistance en refusant de voter les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. Durant toute la guerre, les militants de la SFIO ont pris une part active dans la Résistance, aux côtés des communistes et des gaullistes.

À peine les occupants sont-ils chassés du département que communistes et socialistes reprennent leur activité militante avec une légère avance pour les premiers semble-t-il. ( voir témoignage de Marie Jacq ) Une nouvelle donne politique

Tanguy Prigent, Ministre depuis le 4 septembre 1944, résistant très actif pendant la guerre devient un homme politique de premier plan.

Les élections municipales d'avril et mai 1945 et les élections cantonales de septembre 45 confirment la poussée de la gauche dans le Finistère : le PC fait élire 32 maires et la SFIO 70. Mais les démocrates Chrétiens ( MRP ) avec 118 mairies deviennent la principale force politique du Finistère.

Les cantonales du mois de septembre confirment cette poussée de la gauche mais aussi la prédominance du MRP. Ainsi, au soir du second tour, le PC a 4 conseillers généraux, la SFIO 6, les radicaux 11, le MRP 16 et la droite 6. Par 22 voix contre 21, Yves Jaouen bat Hippolyte Masson, qui vient de prendre en charge la direction de la SFIO dans le Finistère, et devient président du Conseil Général.

Les 3 élections générales qui se déroulent entre octobre 45 et décembre 46 confirment la prédominance du MRP, du PC et de la SFIO sur la scène politique finistérienne. Tanguy Prigent et Jean Louis Rolland sont élus à la Constituante en octobre 45 et en juin 46 avec 21,47% la première fois et 21,82% la seconde.

Dans le même temps le PC obtient lui aussi 2 élus mais avec 22,02% en octobre 45 et 24,43% en juin 46. Coincée entre le MRP et le PC, cette stagnation de la SFIO est analysée au comité fédéral de Landerneau qui se tient le 6 juin 46. D'après le compte rendu de cette réunion, fait par Tanguy Prigent, il apparaît que la SFIO a du mal à se situer par rapport au PC et au MRP. Les échanges semblent vifs entre ceux qui estiment que "le Breton Socialiste a fait trop d'anticommunisme et pas assez d'anti-réactionnisme" et ceux qui dénoncent " la mauvaise foi du PC" qui fait " de la propagande de bouche à oreille et dans diverses organisations.

"La SFIO paye l'impopularité de certaines mesures de rigueur, les difficultés de la situation sociale et de la vie quotidienne aux lendemains de la guerre ; par la suite sa participation aux majorités de 3 forces (avec le MRP) brouille son image et donne des armes à un PC agressif et conquérant. Mais le comité fédéral est d'accord sur un point : la SFIO doit redoubler d'effort, en particulier en direction des jeunes et des femmes.(1) Au congrès de Châteaulin, le 21 mai 1950, Tanguy Prigent succède à Hippolyte Masson au poste de premier secrétaire fédéral. L' élu de Saint Jean du Doigt mène une politique de développement de la SFIO, en particulier dans le nord Finistère. Ainsi au cours de l'année 1952 les sections du Conquet, de Saint Renan, d'Hanvec, de Lesneven, de Lannilis, de Brignogan, de Plouigneau

et de Guerlesquin sont mises en place ou reconstituées.

En 1954, malgré des efforts évidents la SFIO n'est que la 3ème ou la 4ème force politique du Finistère. Et la politique menée par Guy Mollet, en particulier sur la question algérienne va contribuer à affaiblir encore le parti socialiste.(1) Malgré nos recherches, nous n'avons pas pu retrouver plusieurs adhérentes à la SFIO du Finistère. Force nous est faite de constater le manque de militantes à la SFIO, comme dans les autres partis politiques d'ailleurs.

Les personnes interrogées nous ont affirmé qu'il y avait très peu de femmes dans leurs sections ( dont Marie Jacq déjà citée ) Il faudra attendre quelques années encore ( fin des années 60 apparaissent les noms de mesdames Planquette, Martinais et Broustail ) pour voir les sections s'entrouvrir aux femmes. C'est aussi le début des combats féministes dans la société civile.



### Déceptions et ruptures de 1945 aux années 60

La IV<sup>ème</sup> République et les 10 premières années de la V<sup>ème</sup> République représentent pour le socialisme et singulièrement pour la SFIO une période difficile. On aurait tort cependant de se la représenter comme celle d'un déclin continu. En 56 il y a une "embellie" réelle.

A la libération, avec un peu moins de 22 %, les socialistes deviennent la 3<sup>ème</sup> force politique du département, derrière un MRP en situation hégémonique et un PC qui a le vent en poupe.

Mais très vite dès novembre 1946 la chute est brutale. La SFIO perd 5 points et descend à 16,1 %, alors que le PC atteint 27,84 %. Jusqu'à la fin de la IV<sup>ème</sup> République la SFIO tourne autour de ce chiffre et, dans le cadre du scrutin de liste proportionnel, obtient 2 députés : à côté de l'inamovible Tanguy-Prigent, Reeb en novembre 46 et en 51 et H. Masson en 1956. L'implantation, elle, reste fragile : trop liée à des personnalités, trop limitée sociologiquement et très inégale géographiquement - cf. - les cantons léonards particulièrement rétifs ; après 1947 les socialistes comptent cependant 72 maires contre 96 au MRP, 60 aux gaullistes et 21 au PC.

Cette tendance est globalement conforme à ce qui se passe au niveau national. La SFIO paie l'impopularité de certaines mesures de rigueur, les difficultés de la situation sociale et de la vie quotidienne aux lendemains de la guerre ; par la suite sa participation aux majorités de 3 forces (avec le MRP) brouille son image et donne des armes à un PC agressif et conquérant (à Brest) le PC est largement en tête à gauche et fait deux fois mieux que les socialistes.

Dès 1946, dans le cadre, encore du tripartisme (SFIO - PC - MRP) la section de Concarneau mettait l'accent sur la difficulté des socialistes à imposer leur image et écrit au Comité Directeur :

"Dans cette Bretagne où il existe encore les blancs et les rouges et où l'on va principalement aux extrêmes, la lutte socialiste qui s'intercale entre le radicalisme et le communisme est difficile. Elle est mal comprise de la masse, parce qu'elle ne s'appuie pas sur des sonorités ronflantes comme chez les blancs ou des coups de gueule électoraux chez nos camarades communistes".

La question religieuse reste une ligne de partage essentielle avec le MR. Avec les "totalitaires stalinien" c'est un fossé idéologique et stratégique (la guerre froide). Mais aux élections de 1956, celles qui voient le succès à la majorité relative des candidats du "Front républicain", la SFIO progresse assez nettement dans le département ; elle gagne 6 000 voix et atteint 16,6 % et redevient la 3<sup>ème</sup> force politique derrière le MRP et le PC tous deux déclinants. A Brest par exemple la SFIO passe de 10,32 % en 1946 à 14,4 % en 1956 grâce au travail de R. Gravot et de R. Arnault.

Une nouvelle génération prend le relais, Gravot à Brest - Mao à Châteaulin.

La fédération se structure, fait un gros effort d'implantation, création de nouvelles sections, d'information, Alexandre Thomas, délégué à la propagande, anime de nombreuses réunions et de réflexion. Treize groupes techniques sont mis sur pied.

Ce gros travail payé, les effectifs passent de 950 en 1955 à 1200 en 1956 et se stabilisent à 1400 environ en 57-58 mais en août 1959, ils sont redescendus à 1000.

### **Débats contradictoires**

A la Libération, après 4 ans d'occupation, la vie politique s'anime. Communistes et socialistes s'affrontent souvent violemment.

Marie Jacq se souvient de la série de meetings animés par Hippolyte Masson dans la région de Morlaix : sous les préaux d'écoles, le leader socialiste harangue les foules. Un militant communiste lui porte régulièrement la contradiction sur la question des écoles privées en particulier. A Henvic, Marie Jacq réplique au communiste et défend la politique de la SFIO. C'est ainsi qu' Hippolyte Masson lui demande de monter une section SFIO à Henvic. Très rapidement, la section compta 35 adhérents et la section des jeunes socialistes 52 !

### **Le socialisme de 1958 à 1969**

#### **1- Le retour de De Gaulle**

C'est le temps des épreuves et des ruptures. La politique algérienne du gouvernement Mollet, les événements d'Algérie et le retour au pouvoir du général De Gaulle, que Mollet finit par cautionner créent au sein du parti des tensions majeures qui vont conduire à l'éclatement.

Artisan de la reconnaissance du droit du peuple algérien à l'indépendance, profondément hostile, non à la personne, mais aux manœuvres du général De Gaulle et au système qu'il entend construire, Tanguy-Prigent exprime fortement son double refus, à De Gaulle, à la Chambre, il parle au nom des 49 députés socialistes qui lui refusent l'investiture, à Guy Mollet, qui l'a acceptée et préparée. Le congrès fédéral approuve l'attitude de Tanguy tout en adoucissant les termes d'une motion présentée par R. Grivot mais, considérée comme trop dure envers G. Mollet.

Dès le 15 juillet 1958 Tanguy-Prigent quitte le comité directeur sans toutefois quitter le parti.

#### **2- Le référendum**

La bataille se cristallise alors autour du référendum constitutionnel d'automne 58. Faut-il voter Oui ou Non au projet présenté par De Gaulle ?

Mollet et la majorité du parti sont pour le Oui (congrès d'Issy-les -Moulineaux). Dans le Finistère, au congrès fédéral de Châteaulin, les socialistes, en accord avec leurs parlementaires se prononcent nettement contre : 181 mandats à 57? Tanguy-Prigent, Grivot, Mao participent même à des meetings communs avec les communistes. D'où le mécontentement des minoritaires qui, avec l'appui national, essaient de reprendre la fédération en mains, et s'appuient sur le vote largement majoritaire -à 82 %- du département en faveur du Oui.

#### **3- Les législatives de 1958**

Celle-ci ont lieu, dans le cadre du nouveau scrutin uninominal majoritaire d'arrondissement en novembre 1958? Les candidats socialistes défendent l'idée de la paix en Algérie, dénoncent le fascisme et rappellent le bilan social du Front républicain (3eme semaine de congés payés). Le résultat est catastrophique. Au 1er tour les scores vont de 12,4 % à 29 % ; mais Tanguy-Prigent est battu (par le docteur Le Duc de Morlaix) et R. Grivot échoue de 31 voix à Brest. En tête à Brest même avec 952 voix, il est devancé sur Bohars, Gouesnou et Guilers de 983 voix. Pour la 1ere fois depuis bien longtemps le Finistère ne compte aucun député socialiste.

#### **4- L'éclatement**

Tanguy-Prigent qui s'est battu "magnifiquement" selon les termes de Grivot, s'oppose au 1er secrétaire G. Mollet. Il lui demande de démissionner pour permettre la rénovation du socialisme au sein de la SFIO,

refusant dans un premier temps de suivre ceux qui créent le PSA (parti socialiste autonome). Mais il franchit le pas en octobre 59 et, derrière Mendès France, adhère au PSA puis au PSU. Dans une lettre du 6 décembre 1958 à M. Deixonne, dans laquelle il commentait les élections R. Gravot évoquait déjà les conséquences tragiques qu'auraient pour la SFIO départementale le départ de Tanguy-Prigent. "S'il s'en va, il n'y aura plus de Fédération socialiste SFIO du Finistère mais des groupuscules locaux, qui ne tiendront pas longtemps. Je ne pourrai pas, à moi tout seul, empêcher cette décomposition". Bel exemple de lucidité politique et de justesse d'analyse. La SFIO ne cessera en effet de s'étioler ; ses candidats font 5,74 % des voix en 1962 et si le score de 1967 est meilleur, 8,75 %, c'est dans le cadre de la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste, avec fusion des voix radicales et socialistes). En 1969, la SFIO compte 5 adhérents sur Brest !

Quant au PSU il sera le seul parti de la gauche à envoyer un député à la chambre : Tanguy-Prigent de nouveau en 1962 et R. Prat en 67, après le retrait de T. Prigent, mais en dehors de quelques bastions le PSU fait un score modeste sur l'ensemble du département (un peu plus de 4 %). Toutefois il attire un certain nombre de militants, explore de nouvelles pistes, développe de nouvelles synthèses qui porteront leurs fruits plus tard, comme cette rencontre en 1961, de "chrétiens non cléricaux" et de "camarades libérés du cléricalisme stalinien", que T. Prigent se félicitait de trouver au sein du PSU (dans une lettre à M. Berlivet syndicaliste brestois, chrétien militant à la C.P.T.).

Daniel Cléach

### Jeunes socialistes après la guerre

A la Libération, de nombreux jeunes ont adhéré dans les partis politiques. Après ce qu'ils avaient vécu durant 4 ans, ils souhaitent participer à la vie du pays et surtout agir pour que plus jamais l'Europe ne connaisse les horreurs de la guerre et de la barbarie nazie.

Si beaucoup se tournent vers le PC, auréolé, à l'époque de la gloire d'une partie de la Résistance et surtout de sa proximité avec l'Union Soviétique qui, à Stalingrad, a vaincu l'armée allemande, la SFIO enregistre également de nombreuses adhésions de jeunes.

André Goury, ancien secrétaire de section d'Audierne, né en 1928 est de ceux-là. En 1946, il adhère aux Jeunesses Socialistes ( JS ) de la Seine.

En 1950, il devient le premier secrétaire de cette fédération qui compte plus de 3000 adhérents.

"Nous avons notre propre financement et nous éditons nos propres journaux, "le drapeau rouge" et " la lutte", vendus en kiosque une fois par semaine et que nous distribuons sur les nombreux marchés de la région parisienne.

"Les jeunes socialistes avaient pour mission d'assurer le service d'ordre des congrès de la SFIO. Et sous la 4<sup>ème</sup> République, ils étaient particulièrement fréquents.

C'est aux JS qu'André Goury fait la connaissance de Pierre Mauroy, secrétaire de la fédération du Nord. Lorsque le futur maire de Lille prend la direction nationale des JS, il demande à André Goury de faire partie de son équipe. Et cette collaboration s'est poursuivie bien après, pendant plus de 30 ans.

André Jaouen, qui fut dans les années 60 le suppléant de Tanguy Prigent, créa pour sa part la section des jeunes socialistes de Morlaix en 1945. A cette époque, la concurrence avec les jeunes communistes était âpre.

Les jeunes socialistes, au sortir de la guerre, étaient, le plus souvent de jeunes travailleurs, issus, pour la plupart de familles SFIO



## Les déchirures de la guerre d'Algérie

Du début de la guerre d'Algérie à la chute de la IV<sup>ème</sup> République, l'attitude de la SFIO du Finistère face aux événements de la guerre est loin d'être monolithique. L'attitude de La SFIO face à ce conflit aura pour conséquence, dans notre département, le départ de Tanguy Prigent, qui, malgré tous ses efforts ne parvint pas à réorienter la politique de son parti.

De novembre 1954 à l'automne 1955, à l'image des autres forces politiques du département, du PC notamment, la SFIO ne prend pas la mesure de la crise qui commence et se cantonne dans l'attentisme. La majorité des socialistes de la SFIO perçoivent la guerre d'Algérie comme un problème économique et social. Ils défendent l'assimilation et fustigent le colonialisme au service des intérêts capitalistes. Tanguy Prigent, secrétaire fédéral, réclame des réformes sociales pour l'Algérie. La SFIO se réveille à l'automne 1955. L'heure est à l'opposition ferme et déterminée à la politique de répression du gouvernement Faure en matière coloniale. Avec l'insurrection déclenchée par le FLN dans le Constantinois le 20/08/55, s'est opéré un tournant ; la France s'est enfoncée dans la guerre. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence et envoyé une fraction du contingent sur l'autre rive de la Méditerranée. Le réveil de la SFIO sur le terrain est progressif. Il s'agit pour les sections de dénoncer le rappel du contingent. En dépit des propositions de réformes pour l'Algérie (politiques, économiques, agraires ) du Front Républicain, les élections de 1956 ne se jouent pas sur le thème "paix en Algérie".

### LE RESPECT DE LA COHESION INTERNE: UNE REGLE D'OR A LA SFIO

De février 1956 à mai 1957, les militants du Finistère sont confrontés à l'exercice du pouvoir par les socialistes . Tanguy Prigent est ministre des anciens combattants et victimes de guerre du gouvernement Mollet . La SFIO du Finistère apporte sa confiance au gouvernement Mollet et soutient sa politique algérienne pendant cette période. L'autorité de Tanguy Prigent et des autres responsables fédéraux est déterminante, elle s'exerce dans le cadre des débats sur la question algérienne. Pour Tanguy Prigent, en juin 1956, l'Algérie est un "département français", mais il assortit cette vision de l'idée de "personnalité algérienne". Le secrétaire fédéral de la SFIO se pose cependant en défenseur de la politique gouvernementale sur l'Algérie. Cette ligne de conduite a, dans une certaine mesure, pour effet d'éviter que les militants ne se laissent dominer par la mauvaise conscience de l'écart croissant entre la doctrine socialiste et l'action du gouvernement. Nous sommes dans la logique de la défense de la cohésion interne, règle d'or à la SFIO. Cette logique devient d'autant plus prégnante que le congrès national de Lille qui se tient fin juin 1956 marque un tournant dans la vie de la SFIO. La motion qui propose la reconnaissance du "fait national algérien" est maintenue (mais ne recueille pas plus de 10 % des voix ). C'est l'acte de naissance du clivage entre socialisme d'opposition (relayé par ceux que l'on appellera très vite: "les minoritaires") et socialisme gouvernemental ("un socialisme qui définirait sa politique conformément à celle du gouvernement qu'il soutient"). Au début 1958, après le bombardement du bourg de Sakhiet par l'aviation française le 08 février, Tanguy Prigent, secrétaire fédéral et d'autres partisans traditionnels de la direction nationale rejoignent la minorité sur la nécessité de réorienter les solutions préconisées par la SFIO pour sortir du conflit. Le comité fédéral propose à cette fin de "convoquer un congrès national extraordinaire" début mars 1958. A ce moment Tanguy Prigent est inquiet devant l'impuissance des plus hautes autorités de l'état face aux prises de libertés croissantes de l'armée par rapport au pouvoir politique. Pour la première fois depuis le début du conflit, les événements de Sakhiet ont pour effet d'entraîner la fédération sur une ligne opposée à Guy Mollet. Cette prise de position reflète la première cassure entre Tanguy Prigent et la direction nationale au sujet de la guerre d'Algérie. Le comité fédéral assortit toutefois cette revendication d'une approbation pleine et entière de la politique suivie par le gouvernement Guy Mollet depuis 1956. La position de la fédération de Tanguy Prigent, toujours fidèle à Guy Mollet, est donc partagée entre la prise de conscience qu'il est nécessaire de réorienter la politique algérienne de la SFIO: c'est l'éthique de conviction et le soutien à la ligne de l'équipe de Guy Mollet, c'est l'éthique de responsabilité.

### LE TEMPS DES RUPTURES

Dès l'annonce du coup de force et devant l'attitude de De Gaulle, Tanguy Prigent est sur tous les fronts militants pour dénoncer la situation. Le 19 mai, il écrit dans "Le populaire" un article dans lequel il rappelle Munich, le vote du 10 juillet 1940, autant de crises face auxquelles il a refusé la capitulation. En réponse à la démission de Pierre Pflimlin et aux pressions de De Gaulle, Tanguy Prigent participe le 28 mai 1958

à une grande manifestation mise en place par les organisations républicaines de gauche. Dans un sursaut républicain, il se positionne "comme le chef de file des socialistes hostiles à toute idée de capitulation" comme le souligne Gilles Morin dans sa thèse. A ce titre, il est chargé d'expliquer le vote des 49 députés socialistes (contre 42) hostile à l'investiture de De Gaulle à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1958. Le vote n'est pas lié à la personnalité de De Gaulle ; il évoque l'estime pour "l'homme du 18 juin". Il dénonce le coup d'Etat déguisé qui s'opère. Tanguy Prigent de même que Mao, député et J-L.Rolland, sénateur, votent contre les pleins pouvoirs, contre la reconduction des pouvoirs spéciaux en Algérie et contre la délégation du pouvoir constituant.

## **LE TEMPS DES DIVISIONS AU SEIN DE LA SFIO DU FINISTERE**

La fédération est divisée au sujet de la ligne à défendre pour le référendum constitutionnel du 28 septembre 1958. Tanguy Prigent milite pour le "non". Il rejette tout particulièrement les pouvoirs considérablement renforcés du président de la République qui s'inscrivent dans une logique de bonapartisme à ses yeux. Il entraîne la majorité de la fédération sur cette ligne défendue par ailleurs par Robert Gravot et Hervé Mao. A contrario une fraction des responsables molletistes défend le projet de Constitution. Ils accusent Tanguy Prigent de rompre la cohésion du parti et de ne pas respecter la discipline interne. Dans ce clan, on retrouve des figures politiques influentes de la fédération : Masson, Rolland, Reeb, Faou (adjoint au maire de Quimper), Thépot, Heise. Ils représentent 57 voix contre 181 au congrès fédéral du 31 août 1958. Au congrès national d'Issy Les Moulineaux qui a lieu du 11 au 14 septembre 1958, les partisans du "oui" l'emportent. Le leader finistérien manifeste fermement son opposition à la direction nationale, il assiste aux réunions minoritaires, mais il ne se rallie pas en définitive à la scission organisée par ceux-ci. Cette scission engendre la naissance du PSA . Au cours de l'été 1958, alors qu'il était en convalescence, Tanguy Prigent avait confié à un journaliste: "Je ne suis pas décidé à sacrifier la SFIO, bien au contraire. Par contre, je souhaite que le congrès de septembre fasse que mon parti ne comprenne plus que de véritables socialistes". Les espoirs de Tanguy Prigent sont déçus par le congrès. A l'échelle nationale comme à l'échelle départementale, la liberté d'action est "exceptionnellement" accordée, sur le seul point précis du référendum, dans le but de préserver l'unité du parti. La campagne, active des deux côtés, porte donc à l'extérieur du parti les divisions internes. Tanguy Prigent lance des appels à l'unité qui ne sont pas fructueux. En effet, le 13 novembre 1958, intervient la 1ère scission PSA dans le Finistère qui s'explique d'une part par un désaccord croissant entre les militants scissionnistes et la ligne politique en matière algérienne défendue par la majorité de la fédération sous le gouvernement Mollet et d'autre part par une ferme opposition à la ligne molletiste du congrès national de septembre.

## **LES DERNIERES TENTATIVES DE RENOVATION DE LA SFIO**

Début janvier 1959, la ligne adoptée par la fédération du Finistère en matière de politique algérienne marque un tournant fondamental. La motion finale du comité fédéral du 4 janvier 1959 se prononce pour la discussion et la négociation avec tous les intéressés sans écarter le préalable de l'indépendance et propose la mise en place d'une fédération dans laquelle l'Algérie aurait pleinement sa place. C'est le reflet d'une prise de conscience de l'urgence de mettre fin à la guerre qui a provoqué la chute de la IVème République.

## **GUY MOLLET DANS LE FINISTERE**

La venue de Guy Mollet dans le Finistère et sa présence au comité fédéral du 21 juin 1959 ne modifie en rien la ligne politique de la fédération. Le fossé politique entre la direction nationale et la fédération du Finistère se confirme. Dans son intervention Guy Mollet évoque les déceptions face à la politique du gouvernement Debré et justifie l'attitude de la direction nationale à l'automne 1958. Répondant à la position de la fédération sur la question algérienne, il estime que l'octroi d'une indépendance plus ou moins déguisée à l'Algérie susciterait la fureur des populations d'Afrique du Nord: "alors ce serait au moins 500 000 morts" conclut-il. Au congrès fédéral du 5 juillet 1959 à Châteaulin, la motion défendue par Tanguy Prigent et ses amis rappelle leur opposition au 2ème modèle républicain "en complète contradiction avec la démocratie et les buts du socialisme international".

Sur l'Algérie, la fédération SFIO franchit un pas de plus et s'accorde désormais avec les positions du PSA, de l'UGS et du PC sur la reconnaissance de la "vocation" et du droit du peuple algérien à l'indépendance . . L'influence de Tanguy Prigent a été déterminante pour l'adoption de cette ligne . Au congrès de Puteaux, la motion du Finistère sur l'Algérie fait figure d'avant-garde . La direction nationale désamorce partiellement l'opposition des minoritaires en innovant . Elle défend l'idée d'association et de fédération .

## **TANGUY PRIGENT QUITTE "LA VIEILLE MAISON" POUR LE PSA**

Pour Tanguy Prigent, le congrès de Puteaux est le reflet de l'échec de la tentative de rénovation de la SFIO. La motion sur l'Algérie présentée par sa fédération ne recueille que 7,5% alors qu'une écrasante majorité se rallie au texte des majoritaires pour qui l'indépendance n'est pas une solution crédible. Tanguy Prigent constate que son combat se heurte à une véritable citadelle molletiste indéfectible dans la lettre qu'il adresse aux socialistes du Finistère le 5 octobre 1959: "aucun espoir n'est plus permis (...), la SFIO est hélas ! alibi et complice d'une politique réactionnaire (...). Mais même cette trahison n'empêche pas qu'elle est condamnée à une mort rapide". D'après Marie Jacq, alors responsable fédérale chargée des femmes socialistes, l'adhésion de Pierre Mendès France et de ses amis du CAD au PSA le 21 septembre a accéléré la décision de Tanguy Prigent d'adhérer au PSA. Tanguy Prigent confirme cette réalité dans ses lettres aux militants socialistes du Finistère et dans son intervention à la réunion pour le rassemblement de la gauche démocratique et socialiste à la Mutualité le 14 octobre 1959. Pour lui cette adhésion est la preuve du décloisonnement du PSA et de la possibilité de créer un pôle dynamique de la gauche nouvelle de grande envergure. Le secrétaire fédéral ne fait connaître sa décision aux élus et responsables de la SFIO du Finistère que le 02/10/1959 ; il s'adresse à ses amis politiques dans un premier temps, par le biais d'une lettre confidentielle . Il confirme cette décision au comité fédéral du 04/10. Le 05/10, il adresse ensuite une lettre aux militants afin de leur expliquer les raisons de son départ et de son adhésion au PSA . Il invite ses camarades à le rejoindre très vite. Le sentiment qui domine tout d'abord chez les responsables fédéraux proches de Tanguy Prigent qui ont toujours soutenu ses positions tels H.Mao et R.Gravot ou encore des militants morlaisiens est un sentiment d'abandon et de reproche d'avoir été mis devant le fait accompli . Ils reprochent à Tanguy Prigent de quitter la "vieille maison" et de provoquer une scission, principe qu'il a maintes fois condamné par le passé. Les militants de la région de Morlaix en particulier, comprennent son choix et bon nombre d'entre eux l'approuvent ; mais ils sont déçus de ne pas avoir été avisés plus tôt. Le départ de Tanguy Prigent jette le trouble dans la fédération, mais n'entraîne pas immédiatement le ralliement de militants socialistes du Finistère au PSA. Jusqu'au congrès fédéral du 25/10/1959, les militants restent dans l'expectative. Lors de ce congrès, une seule section, celle de Plougonven annonce son départ. H.Mao et R.Gravot défendent une motion de synthèse qui a pour but de préserver l'unité du parti après le départ de Tanguy Prigent. Hervé Mao devient secrétaire fédéral de la SFIO . Ainsi, le sentiment d'avoir été mis devant le fait accompli et l'attachement à la "vieille maison" dissuadent bon nombre de militants finistériens de suivre Tanguy Prigent et d'imiter sa démarche.

Marie Férec

### **► Le PS depuis Epinay**

#### **Epinay : 10 ans avant le 10 mai.**

1971 constitue une date importante dans l'histoire du socialisme en France : c'est cette année là que se tient le congrès d'Epinay qui marque l'unification des socialistes au sein du parti Socialiste et le début du développement du PS qui conduira 10 ans après, à la victoire du 10 mai 1981.

En 1971, la gauche non communiste est divisée entre plusieurs partis ou clubs. Et on peut dire, qu'à ce moment, elle est au fond du trou par manque d'unité et de leader. Au congrès d'Epinay, elle se dotera de l'une et de l'autre.

Le Parti socialiste existe depuis 1969. Au congrès d'Alfortville, le 4 mai 1969, les amis d'Alain Savary, qui avaient fait scission en 1958, ont rejoint la SFIO, rebaptisée Nouveau Parti Socialiste. Ce parti désigne Gaston Defferre comme candidat à l'élection présidentielle qui suit la démission du général de Gaulle, après son échec au référendum sur la réforme du Sénat.

Peu de temps après, ce sont les amis de Jean Popperen, ancien adhérent du PSU, qui intègrent le NPS,

dirigé par Alain Savary, soutenu par Guy Mollet.

Plusieurs éléments expliquent la volonté d'unification des socialistes, en ce début des années 70. D'une part, les très mauvais résultats électoraux ( Gaston Defferre ne rassemble que 5.1% au premier tour de la présidentielle de 1969) conduisent un certain nombre de socialistes à remettre en cause les divisions et les querelles fratricides. D'autre part, le rôle de Guy Mollet est de plus en plus remis en cause par les minoritaires, au sein du NPS.

### **Le congrès de l'unification**

Depuis 1965, François Mitterrand est convaincu que, compte tenu de la logique de la 5<sup>ème</sup> République, la gauche est condamnée à s'unir si elle veut, un jour gagner les élections. C'est pour cette raison qu'il propose que la CIR ( Convention des Institutions Républicaines) qu'il dirige fusionne avec le NPS. Cette Convention est née en 1964 de la fusion du club des jacobins, créé en 1951 par Charles Hernu, et de la ligue du combat républicain, fondée en 1960 par François Mitterrand.

Le congrès d'Epinay qui se tient les 11, 12 et 13 juin 1971 a pour objectif de rassembler, au sein du Parti Socialiste renoué, la CIR, le NPS et les nouveaux adhérents. Pour les socialistes, il s'agit de rénover le Parti et de le doter d'un leader, capable d'inverser le rapport de force entre les socialistes et les communistes qui, à cette époque, rassemble près d'un quart de l'électorat.

François Mitterrand peut compter, à l'intérieur du NPS, sur le soutien des opposants à Guy Mollet. Cette minorité regroupe d'une part, l'aile modérée menée par Pierre Mauroy, patron de la fédération du Nord, et par Gaston Defferre, patron de la fédération des Bouches du Rhône et d'autre part, l'aile gauche, menée par Jean Pierre Chevènement et Didier Motchane qui plaident en faveur d'une alliance avec le PC et de la rédaction d'un programme commun de gouvernement.

A la direction du NPS, Guy Mollet et Alain Savary, pour leur part proposent, en préalable, de discuter de la doctrine avec le parti communiste, avant de s'engager plus loin. Pour tous les observateurs, il apparaît clairement que la prise du pouvoir, au sein de la nouvelle organisation représente le véritable enjeu du congrès.

### **17 motions soumises aux votes**

Six motions principales sont soumises aux votes des congressistes mais en réalité 17 motions, (de A à R) seront présentées. La Bretagne se distingue en présentant la motion G, signée par les 4 premiers fédéraux de Bretagne dont Francis le Blé pour le Finistère. Cette motion, particulièrement moderne, demande que chaque région française soit représentée au comité directeur du PS. Dans l'exposé des motifs, les socialistes bretons expliquent notamment que " les problèmes économiques et sociaux, les problèmes d'investissement, de planification, dépassent aujourd'hui largement le cadre des départements et se posent dans celui de la région. La régionalisation doit devenir un grand thème de lutte du Parti Socialiste. (...) il est nécessaire d'adapter la structure du Parti Socialiste à la réalité régionale, tout en maintenant l'organisation départementale classique pour les problèmes purement politiques ( stratégie et tactique, candidatures etc...). Cette motion ne sera pas adoptée par le congrès. La commission des résolutions "propose de renvoyer cette question, avec les autres questions relatives aux structures régionales dans le parti, à l'examen du comité directeur."

Les principales motions sont présentées par Vincent (J), par objectif 72 (K) par Mermaz (L), par Poperen, (M) par Savary et Mollet, (O) par Chevènement (P) et par Mauroy et Defferre (R)

90 719 adhérents votent sur ces motions : Savary-Mollet obtiennent 34 % des voix, Mauroy Defferre 30 %, Mermaz 15%, Poperen 12% et Chevènement 8,5 %.

Dans la fédération du Finistère, 307 adhérents se sont prononcés lors du congrès de Morlaix qui s'est tenu le 6 juin 1971. Parmi ces adhérents : 180 appartenaient au NPS, 45 à la CIR et 22 étaient des nouveaux adhérents. Sur ces 307 socialistes, 278 se sont prononcés en faveur de la motion M ( Poperen) 17 pour la motion O ( Savary) et 12 pour la motion R ( Mauroy).

A la suite de ces votes, Alain Savary, d'un côté, et François Mitterrand de l'autre proposent des textes qui doivent déterminer le futur leader du PS. Jean Poperen se rallie à la thèse de Savary, tandis que toutes les autres motions soutiennent François Mitterrand : sur 90 719 votants, 43 923 votent pour le texte de Mitterrand et 41 757 pour celui de Savary. C'est donc avec le soutien du CERES et des grosses fédérations des Bouches du Rhône et du Nord que François Mitterrand prend le contrôle du PS. Il demeurera à ce poste jusqu'en 1981, date à laquelle Lionel Jospin lui succédera. Les résultats de la fédération du Finistère sont : 295 voix pour Savary et 12 abstentions. Le Finistérien, Jacques Martinais siégera au comité directeur au titre de la motion M.

### **La dynamique d'Epinay**

Ce congrès marque le début d'une période de développement pour le PS dans le Finistère. Durant le printemps 71 et après le congrès de Morlaix, Francis Le Blé, secrétaire fédéral, visitera tout le département pour soutenir les sections qui se montent. Le 3 avril, les adhérents de la région de Morlaix se réunissent à Ploujean. Le 1<sup>er</sup> mai, la fédération organise à Brest, un colloque sur le thème : " la stratégie du parti de tous les socialistes ". A Brest le 13 mai 1971, une conférence débat, animée par Jean Poperen

et Claude Estier rassemble plus de 150 personnes. En outre, de nombreuses réunions d'informations, destinées aux sympathisants sont organisées.

Le congrès fédéral qui se déroule à Morlaix, le 6 juin 1971 donne d'ailleurs à de nombreux " inorganisés " l'occasion de rejoindre le PS, puisque, comme le souligne Ouest France, " sur les 400 mandats rassemblés dans le département près de 100 ont été souscrits par des adhérents jusqu'à présent étrangers à toute organisation politique (...) la grande majorité de ces nouveaux est très jeune ". Ce n'est donc pas un hasard si c'est une " inorganisée ", Madame le Berre, qui est désignée pour présider le congrès.

Il ressort du congrès de Morlaix que les militants souhaitent, à une grande majorité, un parti ancré, résolument à gauche. Des accords avec les communistes sont voulus par tous. En outre tous les militants présents à Morlaix se prononce pour " un puissant parti socialiste et la recherche de l'unité de la gauche. " Les objectifs de la fédération sont, d'une part de recruter de nouveaux adhérents et de créer le maximum de sections sur l'ensemble du département, et d'autre part de réaliser un gros effort en ce qui concerne la formation des adhérents.

Dès le mois d'avril 1971, la fédération socialiste du Finistère publie un bulletin mensuel dont le titre est le " Combat socialiste du Finistère ". On y trouve les textes préparatoires du congrès d'Epinay, des discours de responsables nationaux et des tribunes libres.

Dans l'éditorial du Combat socialiste du Finistère n°4, daté de juillet 1971, Francis Le Blé se réjouit des perspectives qui s'ouvrent après le congrès d'Epinay : " le large regroupement de militants qui constitue désormais le Parti Socialiste, la volonté d'ouverture qui s'est manifestée en son sein, tant au plan départemental que national, l'orientation à gauche, clairement affirmée et la prise en considération de la nécessité de poursuivre la formation des militants, créent les conditions pour construire le grand parti de masse et d'action qu'attendent les travailleurs. "

### **Le renouveau du socialisme en Finistère**

En 1969, aux congrès d'Alfortville (mai) et surtout d'Issy-les-Moulineaux (juillet) naissait le nouveau parti socialiste (NPS). Deux ans après, le processus d'unification et de modernisation connaissait une étape décisive à Epinay : par l'adhésion à la Convention des Institutions Républicaines de F. Mitterrand qui devenait premier secrétaire ; l'adoption d'un programme mobilisateur "changer la vie" et d'une stratégie efficace celle de l'union de la gauche.

On revenait de loin ! en 1967 par exemple en dehors de quelques sections liées à des municipalités (Châteaulin, Quimper), la SFIO était quasi inexistante en Finistère. A Brest, elle ne comptait que 5 adhérents, dont 3 de plus de 70 ans. Les forces vives étaient ailleurs ; du côté du PSU et de la CIR et dans le vivier de militants associatifs et syndicaux, souvent marqués par le progressisme chrétien. Pas plus qu'ailleurs, le renouveau socialiste dans le département ne fut la simple addition d'élus ou de quelques militants politiques "encartés". Il se fit sur de nouvelles analyses, de nouvelles orientations, de nouveaux comportements plus militants, plus ouverts, plus en prise sur la société.

Dès 1969 l'unité était réalisée au plan départemental entre conventionnels( ils étaient 35), socialistes de la SFIO (25) et représentants de l'union des Clubs socialistes. Chargé de la Fédération -il le restera jusqu'en 1975- Francis Le Blé aidé de Louis Le Pensec ouvrit toute une série de front : effort de propagande, création de sections, organisation de contacts divers. Jean Poperen et Claude Estier vinrent animer une conférence débat remarquée, à Brest, en présence de 150 personnes le 11 mai 1971.

Préparée par une délégation départementale, animée entre autres par J. Martinais se tenait à Morlaix le 6 juin 1971 le congrès de l'unité : ?S et CIR fusionnèrent en s'ouvrant aux "inorganisés", adhérents individuels. Cela ne faisait pas une troupe énorme puisqu'on ne comptait en 1971 qu'une centaine d'adhérents, mais la dynamique ainsi créée eut des effets cumulatifs. Quant à l'orientation politique, elle était nettement marquée à gauche. Le tout largement adopté définissait une ligne claire de rupture avec le capitalisme, conforme au choix de la motion M (celle de J. Poperen) minoritaire au niveau national, mais largement majoritaire en Finistère, conforme aussi aux orientations du CERES (centre d'études et de recherches socialistes de J.P. Chevènement) très influant dans la première moitié des années 70. Le nombre d'adhérents ne cessera alors de croître pour atteindre 800 dès 1974, 2099 en 1978 et l'influence du PS ne cessa grandir. Le PS départemental fut certes bénéficiaire de la poussée nationale du socialisme, particulièrement aux législatives de 1973 et aux présidentielles de 1974 - 46 % à Brest pour Francis Le Blé en 1973 et pour François Mitterrand en 1974 ; mais il sut créer sa propre dynamique et effectuer sa propre modernisation.

Affirmant une laïcité résolue mais ouverte, il sut attirer de nombreux militants d'action catholique. En prise sur les luttes et les préoccupations locales, problèmes de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, il se renforça de nombreux militants associatifs et syndicaux, ouvriers en

provenance de la CFDT en particulier mais aussi paysans CDJA, FDSEA, plus tard de la Confédération paysanne.

L'intégration de la 3ème composante après les Assises du socialisme en 1974 (Rocard, Delors) amplifie la tendance.

Ce mouvement compensa le départ de certains adhérents restés proches de l'ancienne SFIO et réticent à la stratégie de l'union de la gauche. Il y eut ici ou là quelques situations locales difficiles mais elle ne cassèrent pas la dynamique. Fort de sa capacité militante et de ses pratiques démocratiques mieux implantées sociologiquement et géographiquement, collant aux réalités du terrain, le PS ne cessera de progresser. Le Finistère mettait le Cap à bâbord.

Daniel Cléach

### La reconstruction du PS de 1971 à 1975

De 1971 à 1975, Francis le Blé est le premier secrétaire de la fédération socialiste du Finistère. Durant toute cette période sa tâche principale constituera à développer le Parti Socialiste dans l'ensemble du département.

Dès 1973, le succès est au rendez-vous avec la victoire de Louis le Pen et les bons résultats des autres candidats socialistes aux Législatives du mois de mars et les élections, notamment dans la région de Brest, de 5 conseillers généraux, dont lui-même à Recouvrance.

A partir de 1971, le Parti Socialiste se développe dans l'ensemble du Finistère. Rassemblés à Morlaix, les socialistes du Finistère (FGDS, CIR, non organisés) se réunissent, désignent Francis le Blé comme premier secrétaire et tentent dans l'ensemble du Finistère de créer des sections. Les élections municipales 1971 mettent en évidence l'urgence de cette démarche. A Brest, la liste, constituée avec difficulté par Francis le Blé (1) arrive derrière celle du parti communiste. Le PS brestois à cette époque vivait grâce aux faibles cotisations d'une quinzaine de militants et ne pouvait compter sur le soutien national du parti qui, pour ce scrutin n'avait envoyé aucune affiche. Dans un tract, les socialistes "appellent à voter en masse au second tour pour la liste présentée par le parti communiste.

A Morlaix, en revanche, Roger Prat et Jean Jacques Cléach remportent l'élection. A Quimper la liste d'union de la gauche conserve la mairie mais à Châteaulin, la droite l'emporte face à Hervé Mao.

Le congrès de Brest, qui se déroule le 18 novembre 1973 donne l'occasion aux socialistes finistériens de tirer un premier bilan, 2 ans après le congrès de l'unification d'Epinal, et de constater que, si l'implantation du socialisme à la pointe de Bretagne nécessite de gros efforts, ici, comme ailleurs, le socialisme, en ce début des années 70 est bien une idée qui fait son chemin.

L'année 1973 marque en effet une étape importante dans l'histoire du socialisme dans le Finistère : En mars se déroulent les élections législatives et en septembre les cantonales. Le congrès de Brest du 18 novembre enregistrera les résultats parfois inattendus de ces scrutins.

#### L'espoir de 1973

Les élections législatives de mars 1973 constituent le premier rendez-vous entre les Français et le Parti Socialiste depuis les élections anticipées de juin 1968. Cette année-là, la droite avait remporté les 8 circonscriptions du Finistère (7 gaullistes et 1 républicain indépendant). A Gauche, le PC présentait des candidats dans toutes les circonscriptions, le PS dans 3 (Brest 1, Douarnenez et Quimperlé) et le PSU 2 (Quimper et Morlaix). Le candidat communiste arrivait en tête des candidats de gauche partout sauf à Morlaix et Douarnenez.

En mars 73 les choses sont bien différentes. D'une part le PS présente partout des candidats et d'autre part, ils arrivent 5 fois sur 8 en tête des candidats de gauche et dans la circonscription de Quimperlé, Louis le Pen avec 17 708 voix devance largement le député sortant qui ne rassemble que 15 610 voix soit près de 13 000 voix de moins qu'en 1968 !

Au second tour, seul Louis le Pen est élu député. Mais les résultats des autres candidats socialistes sont très encourageants : Marie Jacq, à Morlaix n'a que 146 voix de retard sur le candidat UDR. A Brest Francis le Blé rassemble plus de voix au second tour que l'ensemble des candidats de gauche au premier.

L'ordre du jour de la CEF (commission exécutive fédérale) du 25 mars 73 est consacré au bilan de ces élections. A la lecture du compte rendu on constate que, dans l'ensemble du département cette campagne a été l'occasion de monter des sections socialistes dans de nombreuses communes comme Guipavas, Carhaix ou Châteaulin par exemple.

Force aussi est de constater que la situation est bien différente d'une circonscription à l'autre. Ainsi, dans

la 8eme circonscription ( Quimperlé ) le bilan est le suivant : " climat partout très favorable à l'équipe socialiste. Peu de confrontation avec les adversaires. "

A Brest Centre, la campagne semble très dynamique : " c'est en fait une véritable armée de militants et de sympathisants qui ont mené la campagne ; les uns s'occupant du collage (il y avait jusqu'à 14 équipes de 3 certains soirs) ; les autres distribuant tracts et journaux (40000 de distribués en une soirée), d'autres encore menant les réunions dans les écoles etc."

Mais il n'en va pas de même partout. A Brest rural par exemple le compte rendu précise que la campagne n'a pas démarré avant le mois de décembre et que la fédération a eu des " difficultés à trouver le candidat titulaire. (...)" La campagne est qualifiée de " très modeste car l'équipe possède peu de moyens et de militants (22 adhérents sur une seule section en tout dans la circonscription) en fait une demi-douzaine de militants ont participé activement à la campagne. " Malgré cette faiblesse militante, la gauche double presque son score dans cette circonscription qui en 1968 était la plus à droite de France.

Les militants socialistes sont interpellés sur les mêmes sujet dans l'ensemble du gouvernement : l'alliance avec le PC (le programme commun a été signé un an auparavant ), l'emploi, l'avenir des écoles privés et la défense (surtout dans la région de Brest). Dans certaines circonscriptions, la campagne est très dure, les candidats de droite ne reculant devant rien pour tromper les électeurs (désinformations en particulier sur les écoles privées) et allant même jusqu'à faire licencier un suppléant socialiste !

Malgré ces agissements, le bilan de ces élections est plutôt encourageant et confirme qu'il existe une véritable dynamique pour le parti socialiste.

### **5 conseillers généraux à Brest.**

6 mois plus tard, les élections cantonales confirmeront cette dynamique, en particulier sur Brest où les 5 candidat(e)s socialistes seront élus. Dans le reste du département les 3 conseillers généraux socialistes sortants sont réélus. Pour la première fois, Francis le Blé est élu conseiller général à Recouvrance. En 1973, le conseil général du Finistère comptait : 19 centristes ( 45% ), 6 républicains indépendants, 4 gaullistes, 1 divers et 12 conseillers généraux de gauche.

Durant leur campagne, les candidats socialistes brestois dénoncent le manque de démocratie du maire de l'époque, G. Lombard.

La solidarité entre Brest et l'ensemble du nord-Finistère est également au cœur de cette campagne. On peut en effet lire dans la profession de foi de Francis le Blé : " les notables locaux nous font miroiter un avenir radieux en prétendant faire de Brest une ville de 400 000 habitants en l'an 2000. C'est un rêve de grandeur qui ne pourra se réaliser qu'au prix de la désertification du nord-Finistère. "

### **Une activité militante importante**

Ce sont donc des socialistes en pleine progression qui tiennent leur congrès fédéral à Brest le 18 novembre 1973. 250 délégués y participent. Dans son rapport d'activité, Francis le Blé indique que "depuis 2 ans le nombre de sections a doublé et le nombre des militants triplé". Les deux années qui viennent doivent être consacrées au renforcement et à la création de nouvelles sections.

Alors qu'il était premier secrétaire fédéral le nombre des adhérents socialistes du Finistère est passé de 100 en 1971 à 800 en 1974 et 1392 en 1975.

La vie de la fédération est particulièrement intense. Ainsi, dans son rapport d'activité, Francis le Blé précise que la Commission Exécutive de la fédération, s'est réunie 17 fois depuis le 28 novembre 1973 soit plus d'une fois par mois ! Ces réunions se déroulaient, en général à Châteaulin ou à Port Launay.

La formation constitue une des priorités du jeune parti socialiste dans le Finistère. Georges Jaouen et François Pellennec sont, au secrétariat fédéral chargé de cette question.

Des dossiers thématiques sont réalisés et envoyés aux sections. Ils concernent par exemple " la crise monétaire et ses répercussions ", " le socialisme d'aujourd'hui " ou " la laïcité " mais également des sujets plus finistériens comme " la situation économique du Finistère " ou " le bilan des élections législatives " En outre, des journées ou des week end de formation sont organisés.

L'engagement dans les luttes fait l'objet d'une grande partie de ce rapport d'activité et Francis le Blé cite, parmi les événements dans lesquels les socialistes se sont particulièrement investis : " la grève du joint français, la grève du lait, le Chili, LIP, la défense des libertés, l'Ecole etc."

La création du BREIS (Bureau Régional d'Etudes et d'Information Socialiste) est saluée comme un événement qui eu " un grand retentissement qui a dépassé les limites de notre région"

A la fin de l'année 1973, le PS a le vent en poupe et même si la tâche est énorme, les militants de la première heure sentent bien que la victoire est possible. Les élections municipales de 1977 le confirmeront.

(1) le 37eme candidat de la liste a été trouvé le jour même du dépôt de la liste.



### Un climat de renouveau et d'ouverture

Roger Abalain figurait en 1971 sur la liste municipale menée par Francis Le Blé. A 23 ans il était le plus jeune candidat. Il nous explique comment s'est déroulée cette campagne et le rôle qu'elle a joué dans la construction du PS à Brest.

**Cap Finistère** : Peux tu nous rappeler le contexte dans lequel se sont déroulées les élections municipales de 1971 à Brest ?

**Roger Abalain** : La gauche n'avait pas été aux affaires à Brest depuis des décennies. Georges Lombard était maire. S'il n'était pas carté dans un parti, lui et sa majorité étaient bien à droite. La gauche était dans une phase de recomposition, nous étions quelques mois avant Epinay. Francis Le Blé était déjà reconnu comme la personnalité politique pouvant être le leader de la gauche non communiste, capable de rapprocher les chrétiens progressistes, la gauche traditionnelle, laïque issue de la SFIO et le PC.

**Cap Finistère** : Comment as-tu rencontré Francis Le Blé ?

**Roger Abalain** : Je l'ai connu en mai 68. J'étais représentant syndical à l'école technique de la marine. Nous nous étions mis en grève et des enseignants du SGEN CFDT assuraient les cours. C'est ainsi que j'ai rencontré Francis Le Blé au local de la CFDT qui, à l'époque était hébergée dans des baraques. Nous sommes restés en contact et en 1969 j'ai adhéré au PS. Au secrétariat fédéral, j'étais chargé de la jeunesse. En 1971, à 23 ans, Francis m'a demandé de figurer sur la liste.

**Cap Finistère** : Quels thèmes ont été mis en avant durant cette campagne ?

**Roger Abalain** : Je me souviens avoir préparé un texte sur la démocratie locale qui a donné lieu à un débat houleux au sein de la liste. Presque 30 ans plus tard, à la mairie de Loc Maria Plouzané j'ai mis en pratique les idées que nous défendions à l'époque. Notre campagne n'était pas vraiment locale. Nous étions dans une logique de rupture avec le capitalisme et notre campagne était vraiment idéologique : nous avancions surtout les propositions nationales du Parti Socialiste.

**Cap Finistère** : La direction du parti vous a-t-elle soutenu pour cette élection ?

**Roger Abalain** : A cette époque, nous étions en pleine reconstruction, quelques mois avant Epinay. Et surtout, vu de Paris, la Bretagne était vraiment considérée comme une terre de mission. Nous avons été obligés de nous débrouiller, un peu oubliés par la direction nationale du parti.

**Cap Finistère** : les municipales de 1971 ont-elles joué un rôle dans l'essor du PS à Brest ?

**Roger Abalain** : Avant l'élection de 1971, il y a eu mai 68 qui, pour de nombreux militants, comme moi, a joué un rôle de déclencheur. Il ne faut pas l'oublier.

Mais je pense effectivement que l'élection municipale de 1971 a été importante. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la liste des candidats : Jo Gourmelon, Yves Julien, Gaby le Bot, François Pellenec, Louis Plougoum, Jean Poullaouec, René Quentric, André Ravailleau et j'en oublie certainement. On retrouvera tous ces militants dans les années 70. Ils constitueront la base du PS.

La liste menée par Francis Le Blé s'intitulait " liste d'action socialiste " mais on y trouvait des représentants de la société civile qui n'étaient pas encore au PS et qui pour certains n'ont jamais adhéré.

Mais je me souviens très bien des réunions et des débats que nous pouvions avoir au PS à l'époque. Notre local se trouvait rue de Glasgow, juste en face de celui du PC. Je pense que ce climat de renouveau et d'ouverture a contribué à attirer des adhérents qui, après 20 ans de pouvoir gaulliste voulaient vraiment que ça change.

**Cap Finistère** : A part Francis Le Blé, tête de liste, et Robert Arnault second, les candidats de la liste socialiste sont classés par ordre alphabétique. Est-ce un hasard ?

**Roger Abalain** : Non bien sûr. Francis Le Blé s'imposait comme tête de liste. Robert Arnault, militant SFIO de longue date méritait tout à fait sa deuxième place. C'était aussi tout un symbole : Francis Le Blé, l'ancien militant de la CFTC puis de la CFDT et Robert Arnault, le militant laïc ensemble dans les deux premières places. Ensuite, c'est vrai, nous étions classés par ordre alphabétique. Cela montre bien que nous n'avions pas beaucoup d'espoir de gagner. Pour le second tour, nous avons appelé à voter pour la liste communiste arrivée nettement devant la notre.

### Les élections municipales de 1977 à Brest

Le dimanche 13 mars 1977, la liste Brest-Espoir d'union de la gauche, conduite par Francis LE BLÉ, est élue au premier tour de l'élection municipale. Elle bat les deux listes de droite : l'une est conduite par E. Berest, maire depuis 1974 ; l'autre par G. Lombard, élu maire en 1971, a quitté son poste pour devenir président de la Communauté Urbaine lors de sa création en 1974, après son échec aux cantonales de 1973, battu par JM. Garrigou-Lagrange.

Depuis les précédentes municipales de 1971, le paysage politique a fortement changé. Au plan nationale, le programme Commun de gouvernement a été signé en 1972 entre le P.S., le P.C. et le MRG. Depuis le P.S. progresse régulièrement, y compris à Brest où il gagne 5 cantons en 1973 (F. Le Blé, J. Gourmelon, MJ. Desouches, JM. Garrigou-Lagrange, G. Kerdoncuff).

L'accord national de juin 1976 entre le P.S. et le P.C. lance la préparation des élections municipales à gauche et dès le 22 juillet F. Le Blé conduit la délégation socialiste qui rencontre celle du P.C., dirigée par L. Le Roux, pour entamer les discussions.

De nombreuses réunions seront nécessaires entre septembre et décembre 1976 pour parvenir à un accord, accepté également par l'UDB.

Et le 11 janvier 1977, un communiqué commun, annonçait la constitution de la liste d'union de la gauche, avec 25 P.S., 15 P.C., 3 UDB. Déjà, six commissions s'étaient mises au travail pour élaborer le programme, rendu public le 11 février 1977 et la liste des candidats sera présentée devant l'ensemble des militants de gauche le 16 février. Elle comprend 31 hommes et 12 femmes (il n'y en avait que 3 dans la municipalité de droite sortante), pour une moyenne d'âge de 39 ans.

Le comité de soutien est présidé par Robert Arnault et la campagne, qui sera très courte (1 mois entre la présentation du programme et l'élection) culmine par un meeting le 9 mars.

Du côté du Parti Socialiste, près d'un an avant l'élection, les nombreuses commissions avaient réfléchi aux propositions (démocratie locale, action culturelle, action sociale, sport, école ...) et des contacts avec des municipalités socialistes avaient donné lieu à de nombreuses séances de formation. Francis Le Blé avait invité le maire de Lorient, J. Lagarde : plus tard une délégation était partie à Lille rencontrer les élus de la Communauté Urbaine pour étudier les relations ville-communauté.

Pendant toute la période de négociations avec le P.C., des réunions régulières permettaient de coordonner la préparation dans les différentes communes de la Communauté Urbaine.

Francis Le Blé, désigné à l'unanimité pour conduire la liste, a présidé à la désignation des candidats : il a su susciter des candidatures, préparer la répartition des responsabilités, en donnant confiance à des militants qui n'avaient jamais imaginé se trouver dans une telle situation ! Bien entendu, le moment venu en janvier, les sections ont voté et l'ensemble des militants approuvé la composition de la liste proposée. Pendant de nombreux mois, la campagne a été marquée par la division de la droite et par les divergences sur les relations ville-Communauté urbaine : E. Berest se proposait d'être à la fois maire-président ; G. Lombard était candidat maire. La liste de gauche annonçait son choix : F. Le Blé serait maire de Brest, un autre socialiste serait Président de la CUB. Mais les thèmes qui dominaient la campagne à gauche, étaient celui de l'emploi (on parlait déjà de diversification pour la DCN), celui de la participation des

citoyens, celui d'une nouvelle politique culturelle et des relations avec la vie associative. Et le 19 mars, le Conseil Municipal désignera Francis LE BLÉ comme Maire. Nous découvrons alors le fonctionnement de l'administration municipale et l'exercice d'un premier mandat pour la plupart des nouveaux élus.

Pierre Maille

## ► Les grandes figures du socialisme finistérien

### Yves Le Febvre : un des pionniers du Socialisme dans le Finistère.

Yves Le Febvre ( 1874-1959 ) est essentiellement connu par ses qualités d'homme de lettres et d'écrivain, les "Contes celtiques", la "Trilogie barbare" et surtout "la Terre des prêtres" ainsi que par la revue "la pensée bretonne" qu'il anime de 1913 à 1925. Mais son nom est attaché aussi aux débuts du socialisme en Finistère. Né à Morlaix en 1874 dans une famille bourgeoise, il fait ses études de droit à Rennes puis à Paris et devient Docteur en Droit en 1901. Dreyfusard, il démissionne du barreau des avocats de Paris, s'inscrit au barreau de Morlaix où il plaide peu ; il deviendra plus tard juge de paix à Plouescat et vivra longtemps en dehors de la Bretagne. Il représente cette bourgeoisie urbaine et francophone, anticléricale et jacobine organisée depuis 1899 dans l'"Association des Bleus de Bretagne". En mars 1900, il fonde avec le Nantais Brunellière la fédération socialiste de Bretagne au cours d'un congrès d'unification qui se tient à Nantes les 3 et 4 mars 1900 : 4 groupes socialistes finistériens y adhèrent : 3 de Brest, l'Imprimerie économique, le groupe d'étude sociale, le journal "l'ouvrier de France" plus le groupe morlaisien d'Y. Le Febvre et d'Y. Guyader (son futur beau-père) militant syndicaliste et fondateur de la coopérative des tonneliers, l'une des premières coopératives de production dans le département. Y. Le Febvre mène une intense activité de journaliste politique dans le "Breton socialiste" qui a succédé (jusqu'en avril 1905 à "l'Ouvrier de France") ainsi que dans le "Réveil du Finistère" son journal de campagne aux législatives de 1906, où il développe en particulier tout un programme rural, sous les couleurs républicaines et socialistes.

Réformiste, libre penseur, pacifiste mais sans antimilitarisme agressif, hostile aux agitations démagogiques de l'action directe Y. Le Febvre se présente comme un socialiste modéré. Il quitte le PSU-SFIO en 1911 pour le radicalisme et se consacre pour l'essentiel à la littérature.

### Emile Goude (1870-1941)

Figure marquante du socialisme finistérien dans la 1<sup>ère</sup> moitié du siècle, symbole (avec MASSON) de la force du socialisme brestois.

Né en Ille et Vilaine, d'un père forgeron, il est d'abord mécanicien dans la marine ; il quitte celle-ci en 1898 et devient commis de l'arsenal. Cette bonne connaissance des milieux de la marine et des ports de guerre et son souci de la défense des intérêts des personnels des arsenaux, expliquent pour l'essentiel, sa longévité politique et sa solide implantation brestoise.

Elu sur la liste de gauche de Victor Aubert, 4<sup>ème</sup> adjoint ayant adhéré au PSU-SFIO dès sa création en 1905, il connaît quelques échecs électoraux en 1906 aux législatives et en 1908 aux municipales où il était tête de liste. Mais il devient le premier député socialiste de Bretagne en 1910. Conseiller général et conseiller municipal il joue avec Masson, autre brestois, un rôle clé dans la fédération départementale, disposant en particulier de l'hebdomadaire "Le Cri du Peuple" qui tirait à 5000 exemplaires en 1914. Favorable au cartel des gauches en 1924, il se fait le champion de la participation socialiste aux gouvernements radicaux et évolue vers la droite du parti. Cela le conduit -divergences politiques ou ambition personnelle ? - à quitter la SFIO en 1929. Son intention est semble-t-il, de créer une fédération dissidente -mais si l'électorat lui reste fidèle, ( il est réélu député en 1932 ) cette tentative fait long feu. "L'affaire Goude" sème quelque trouble dans la section brestoise et la fédération. Le rapprochement finit toutefois par s'opérer. Mais, ayant connu quelques déboires électoraux en 1934 et 1936, Goude préfère se retirer de la vie publique en 35-36.

## Hippolyte Masson : le patriarche

Hippolyte Masson est sans doute la personnalité la plus marquante de la SFIO dans le Finistère : de 1905 à 1966, il fut au premier plan de tous les combats socialistes.

Né le 25 octobre 1875 à Brest, fils d'un lieutenant des douanes, il fit ses études au lycée de Quimper et entra en 1893 dans les PTT. En 1897, il adhère à la Ligue des droits de l'Homme et en 1899, il entre dans le mouvement socialiste.

En 1904, il est élu conseiller municipal de Brest dans la municipalité Aubert.

En 1908, après la défaite de la gauche aux municipales, il mène la grève des postiers de Brest. Révoqué par le gouvernement, il ne retrouve son emploi qu'en 1910. Maire de Brest de 1912 à 1920, il mènera ensuite ses combats politiques dans l'ensemble du département.

Durant la guerre, il fut le secrétaire fédéral de la SFIO clandestine. Il garde ce poste après la Libération jusqu'en 1950. De 1946 à 1955, il fut sénateur. Particulièrement attaché à l'unité de la SFIO, Hippolyte Masson défendit la ligne du parti face à toutes les dissidences, celle de Goude en 1929 ou celle de Tanguy Prigent en 1959.

## Jean-Louis Rolland maire de Landerneau



Jean-Louis Rolland, maire de Landerneau de 1929 à 1965, député de 1936 à 1940 et sénateur de 1955 à 1959 représente une grande figure du socialisme dans le Finistère. Il a laissé l'image d'un maire ambitieux pour sa commune, d'un résistant courageux et d'un élu de la nation proche des citoyens.

Jean-Louis Rolland est né le 15 février 1891 à Landerneau. Etant d'une famille modeste de 13 enfants, il fit des études courtes à l'école publique. Sa famille était du côté maternel originaire de Brasparts et du côté paternel de Loc Eguiner Ploudiry. Très jeune, Jean Louis Rolland a acquis la conviction que les différences ne devaient être basées que sur l'intelligence et le travail et non sur l'argent et la position sociale.

Pendant la première guerre mondiale il sert dans les sous-marins. En 1919, il adhère à la S.F.I.O.. La même année il est élu conseiller municipal de Landerneau. En 1929, il devient maire de sa commune natale. Il le restera jusqu'en 1942, date à laquelle il est révoqué par Vichy. Il retrouvera son fauteuil de 1944 à 1947 puis de 1953 à 1965.

### **MAIRE DE LANDERNEAU PENDANT 28 ANS**

Jean-Louis Rolland a profondément marqué l'histoire de Landerneau. Il l'a développé, embelli et mené une politique sociale très ambitieuse. Il avait une vision à long terme pour sa commune.

Durant ses mandats, la population de la ville est passée de 7400 à 14000 habitants. Il est à l'origine de la construction de plusieurs lotissements et de plusieurs zones industrielles et de la gare. Il a créé le syndicat intercommunal de voirie.

Son nom reste bien sûr attaché à l'embellissement de la ville où les "petits jardins de Jean-Louis" sont encore célèbres.

Le bilan de sa politique sociale vis à vis des enfants et des personnes âgées reste probablement le volet le plus important de son action.

Il a créé des foyers restaurants pour les personnes âgées et organisé des séjours à la mer pour le 3eme

âge.

Maire socialiste, Jean-Louis Rolland a été particulièrement attentif à tout ce qui concernait les jeunes : leurs loisirs ou leur éducation. Comme pour les personnes âgées des colonies de vacances ont été construites, à Santec ou Crozon.

Pour leurs loisirs ils eurent accès à des terrains de sports et à la salle d'activité extra scolaire baptisée le Family.

Conscient de l'importance de l'éducation, Jean-Louis Rolland fut à l'origine du collège, et du Lycée de Landerneau. Il devait sans doute cette conviction à sa mère, laïque convaincue.

### **UN RESISTANT ACTIF**

Ancien combattant de la première guerre mondiale, Jean-Louis avait pris conscience des horreurs de la guerre. Dans les sous-marins, les conditions de vie étaient particulièrement difficiles. Elu du Front populaire, il s'est mobilisé en faveur de la paix.

Le 10 juillet 1940, il fait partie (comme Tanguy Prigent) des 80 élus qui votent non à Pétain.

Refusant la politique vichyste, il est révoqué par l'État français en 1942. Très rapidement il entre dans la Résistance et participe aux réseaux Jade Fidzroy et Libé nord. Il a notamment participé au rapatriement des aviateurs anglais ou américains qui embarquaient à bord de sous-marins au large de Landéda.

Le 14 janvier 1944, il est arrêté par la Gestapo mais parvient à s'évader en août. Les documents concernant son réseau étaient cachés dans les clapiers des lapins, mais les Allemands n'ont rien trouvé.

Son rôle important dans la Résistance lui vaut d'être élu à l'assemblée consultative provisoire en 1944. Proche de Goude, qui lui passe en quelque sorte le témoin, un parlementaire dynamique préféré à Gouasdoué, il est élu député de 1936 à 1940 puis sénateur de 1955 à 1959. Ancien marin, Jean-Louis Rolland s'est beaucoup investi en faveur des marins et du monde maritime en général. En 1955, il a contribué à l'implantation de la S.N.S.M. d'Ouessant. Membre de la commission sénatoriale de la marine et des pêches, il est notamment intervenu pour améliorer les conditions de travail des ouvriers de l'arsenal, pour l'avancement des quartiers-maîtres et pour les conditions de vie des sous-marinières.

Il fut également un militant actif de la décolonisation. Jean-Louis Rolland disparut le 9 juin 1970. Mais à Landerneau et dans tout le Finistère on se souvient encore de lui. Et avec une devise comme celle de sa ville natale "Dalh sonj clahomd" (souviens-toi toujours), il ne fait aucun doute que son souvenir persistera encore longtemps.

### **Hervé Mao : Socialiste, Breton, et Gaulliste**

Hervé Mao fait partie des figures les plus marquantes de la SFIO de l'après guerre. Résistant, maire de Châteaulin, député et secrétaire fédéral de la SFIO, il laissa le souvenir d'un homme honnête, droit et tolérant.

C'est à Edern, le 14 juin 1913 qu'Hervé Mao vit le jour. Il adhère à la SFIO à 19 ans en 1932. Contrôleur principal des PTT, il est en poste à Châteaulin lorsque la guerre éclate.

#### **Le résistant**

Il entre dans la Résistance dès le 18 juin 1940. Il se fait particulièrement remarquer durant les combats pour la libération du Ménez-Hom et de la presqu'île de Crozon, à la tête de la compagnie De Gaulle dans le bataillon Stalingrad.

Hervé Mao gardera toute sa vie une profonde admiration pour le général de Gaulle qu'il recevra à deux reprises à Châteaulin, en juillet 1945 et en septembre 1960. Il se déclarait volontiers "socialiste, breton et Gaulliste.

"Militant de la SFIO, il mena la liste socialiste aux municipales d'avril 1945 et fut élu maire. Il le restera jusqu'en 1971 soit 26 ans

#### **Un maire bâtisseur**

Très attaché à la ville, Hervé Mao laissa l'image d'un maire bâtisseur. On peut citer, parmi ses réalisations : les cités de l'Aulne, Parmentier et Kerjean, les écoles Louis Kerneis et Marie Curie, le lycée Jean Moulin et le lycée professionnel agricole.

Il a également fait procéder à l'agrandissement de la maison de retraite, à la construction du gymnase et à la mise en chantier de la piscine.

Surtout, Hervé Mao aimait les habitants de Châteaulin. Marie Jacq, qui prononça un discours à l'occasion de son enterrement, rappela " que lorsqu'il évoquait les problèmes, les joies et les peines des hommes et des femmes de cette ville, on retrouvait sur ses lèvres les mêmes mots que ceux qu'il utilisait pour parler de sa propre famille."

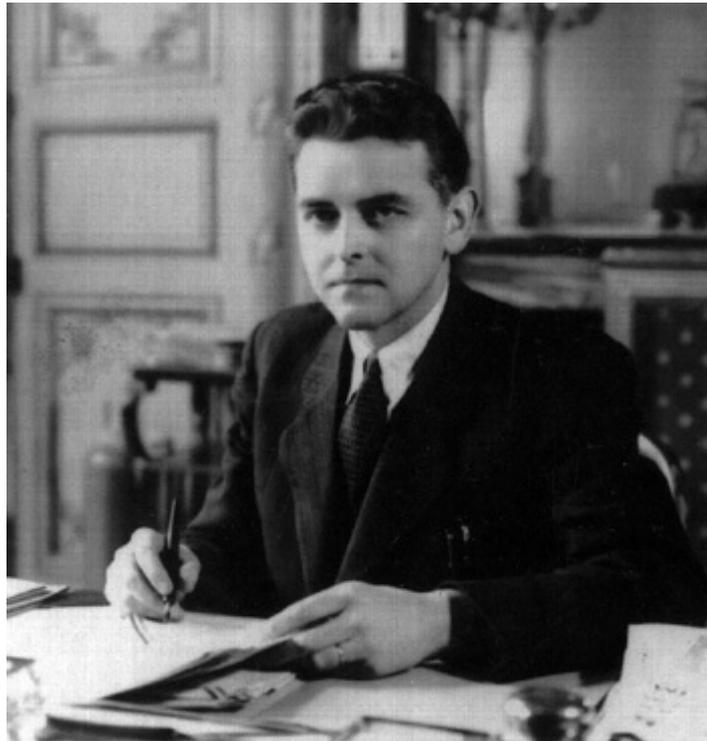
### Un militant actif

Hervé Mao fut, tout au long de sa vie, un militant actif dans bien des domaines. Député SFIO de 1956 à 1958, il joua un rôle important au sein de son parti puisqu'il fut premier secrétaire de 1958 à 1965, après le départ de Tanguy Prigent.

Laïc convaincu, Hervé Mao était délégué départemental de l'Education nationale et commandeur dans l'ordre des palmes académiques.

Son engagement dans la Résistance, ses convictions humanistes et sa bonne humeur légendaire firent d'Hervé Mao une des grandes personnalités politiques du Finistère de l'après-guerre.

### Tanguy Prigent : socialiste et paysan.



Tanguy Prigent tient une place unique dans le cœur et la mémoire des socialistes finistériens. Il reste, en effet, associé aux moments les plus glorieux comme aux moments les plus sombres de notre histoire :

- Le Front populaire, dont il sera tout jeune député. ( avec Jean Louis Rolland )
- en 1940 le refus d'accorder les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain
- la Résistance au sein du mouvement Libération Nord
- la Libération qui le fait Ministre de l'Agriculture
- la IV<sup>ème</sup> République qui le fait de nouveau ministre des Anciens combattants et le voit dominer et animer de sa personnalité la fédération
- la V<sup>ème</sup> République, avec son double "Non" à De Gaulle et à Guy Mollet, la rupture de 1959 puis le passage au PSA et au PSU dont il sera l'une des figures de proue.

Son parcours fut d'autant plus impressionnant qu'il est "tombé dans le socialisme" alors qu'il était très jeune. Né le 11 octobre 1909 à Saint Jean du Doigt, il fonde la section SFIO de sa commune en 1927, à 16 ans. A 18 ans, il publie ses premiers articles dans "le Breton Socialiste", dont il deviendra plus tard le rédacteur en chef, puis le directeur de la publication.

En 1934, il remporte les élections cantonales mais est invalidé car il n'a pas encore l'âge requis (25 ans) pour être élu.

"Fils de la terre", en symbiose profond avec le milieu paysan "paysan socialiste" et "socialiste-paysan" tout à la fois, il a consacré sa vie au service de l'agriculture et des paysans. Comme militant coopératif et syndical, par la plume et par l'action, comme élu local, député et à plus forte raison ministre, il a consacré œuvre de toutes ses forces à l'amélioration des conditions de vie, à la modernisation des structures (statuts du fermage et du métayage...), à l'évolution des mentalités, à la démocratisation.

Avec lui, le socialisme rencontre la terre et s'y implante. Mais son combat ne saurait se limiter à ce secteur. Avec fougue, précocité, une inlassable et harassante activité, il se bat partout pour une certaine conception de l'homme, pour sa libération de toute forme d'aliénation et d'exploitation. Intransigeant dans

les principes, ferme sur ses convictions, comme le démontrent ses refus majeurs de 1940 et de 1958, c'est un combattant que R. Gravot qualifiera en 1958 de "magnifique".  
Sa rupture de 1958 laisse une SFIO bien affaiblie. Mais au PSA d'abord, puis au PSU, derrière Mendés France, il veut un parti plus "pur" et plus moral, un socialisme plus ouvert et plus moderne.  
Dans l'éclatement de la famille socialiste cheminaient de nouvelles approches, se creusaient de nouveaux sillons ; la maladie et la mort ne permirent pas à Tanguy-Prigent d'assister à ce regain, cette envie de nouvelles moissons.

## **Francis Le Blé 1930 - 1982**

### **Quelques dates :**

1930 : naissance à Locmiquélic - Morbihan  
1948 : après des études à l'école professionnelle de Nantes, il rentre à l'Arsenal de Brest comme ajusteur  
1951 : adhère à la CFTC - grèves très dures  
1962 : secrétaire général adjoint puis président de l'Union départementale CFTC, puis CFDT de 1964 à 1967  
1967 : il franchit le pas politiquement en adhérant à la C.I.R. et en se portant candidat aux cantonales puis aux législatives sous les couleurs de la F.G.D.S.  
1968 : création du GERS, groupe d'études et de recherches socialistes, qui anime des conférences débats - candidat aux législatives  
1969 : devient le responsable de la fédération socialiste du Finistère, issue cette même de l'union réalisée entre les conventionnels, la SFIO et les clubs  
1971-1975 : il est Premier secrétaire fédéral et membre du comité directeur  
1973 : élu conseiller général de Recouvrance, arrive en tête de la gauche à Brest aux législatives - parallèlement il exerce de nombreuses responsabilités dans le domaine social : administrateur à la caisse primaire d'assurance sociale ou de l'office public HLM (73-74) - Président de l'URSSAF (1958-1967) et administrateur à la CAF  
1977 : mène au succès la liste de gauche plurielle (socialistes, communistes, radicaux, UDB) et devient Maire de Brest  
1978 : échoue de peu aux législatives  
1981 : après l'élection de Jo Gourmelon devient Président de la CUB  
1982 : il meurt brutalement.

La mort brutale de Francis Le Blé plonge les brestois dans une affliction profonde. L'hommage unanime qu'ils lui rendirent témoigna d'un attachement sincère à un maire qui avait fini par s'identifier à sa ville. Pour les socialistes c'était d'abord la perte d'un ami, d'un camarade qui fut l'artisan essentiel du renouveau socialiste dans le département et qui créa en quelques années un parti "de masse et d'action" prêt à assumer toutes ses responsabilités. C'était aussi la perte d'un militant exemplaire, il réalisait dans sa personne le modèle même du militant que prônait et qu'exprimait le nouveau parti socialiste : l'osmose avec le "peuple de gauche", la connaissance du milieu associatif et syndical, la longue pratique de la réflexion et de l'action, de l'organisation et du combat. De la JOC à la mairie, il ne cessa toute sa vie d'être ce militant modèle. C'était enfin la disparition d'un maire qui, sans esbroufe, mais avec ténacité et efficacité imprima pour longtemps la marque d'une gestion de gauche particulièrement dans trois domaines :

- la démocratie et la citoyenneté locales
- l'amélioration de la vie quotidienne du plus grand nombre
- l'ambition pour la ville et sa région :
- faire de Brest une vraie métropole
- conforter dans tous les domaines sa vocation maritime
- développer son potentiel de fonction et de recherches.